PRIX : 1000 FCFA

Trimestriel

KALARANG

Organe d'information du Cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri (CRCT)

N° 043/044 ISSN 1431 - 5823 juillet/octobre 2011

Un pays sans projets est un pays sans développement p. 3

Le Gourna est-il un GIC ou une tontine ? page 4

Les comités de développement : moteurs ou freins du développement en pays tpuri ? page 21

Economie solidaire et impact des GICs et tontines sur le développement page 26

Les tourments d'un riziculteur page 40

Supplément spécial : Quelques figures féminines tpuri pages 12-20

Sommaire

☞ **Editorial** 3

Un pays sans projet est un pays sans développement par Kolyang Dina Taïwé

☞ **Essence de la culture tpuri** 4

Le gourna est-il un GIC ou une tontine par Koulandi

☞ **Pour que vive Ka'arang** 11

La femme contradiction/ Wãy faare Kolyang Dina Taïwé

☞ **Au Cœur du débat** **6 – 28**

Les figures féminines en pays tpuri : une enquête partielle et partiale par une équipe de la rédaction assistée de Lazare Kolyang, Léon Gara

☞ **Techniques et Technologies** **21--39**

Les comités de développement : acteurs ou freins au développement par Jean Koulandi et Jean Paul BALGA 21-23

Etude et impact des ONG locales et internationales au Nord-Cameroun par Kolyang Dina Taïwé, Solène Clavel, Nikolas Klaus, Sylvi Rzepka et Kerstin Nolte 24- 26

Etude et impact des solidaires à travers les groupements d'économie solidaire par Kolyang Dina Taïwé, Solène Clavel, Nikolas Klaus, Sylvi Rzepka et Kerstin Nolte 26- 39

☞ **Tumne Mairabne**

Les tourments d'un riziculteur J'ai **par** Domo Joseph pages 37-38

tupuri.org : Un appel... 38

Impressum

Ka'arang ISSN 1431 - 5823 **07/10.2011**

Paraît régulièrement à Maroua. Les articles nommément désignés ne rendent pas l'opinion de la rédaction. Nous ne sommes pas responsables des manuscrits non requis. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Responsable de la rédaction

Kolyang, CDE-SAARE B.P. 183 Maroua

Ka'arang : Editions et Média : B.P. 183 MAROUA

Danwa Marie Pascale, Association culturelle Naakosenda Tel : 99 44 44 77

Djarmaila Grégoire, SOPECAM Maroua Tel: 75 29 02 80/95 18 49 36

Page Web: http://www.cde-saare.

Promotion et abonnements: KOLYANG, DANWA

Ont collaboré à ce numéro:, Kolyang Dina Taïwé, Lazare KOLYANG, Djarmaila Grégoire, Domo Joseph, Solène Clavel, Nikolas Klaus, Sylvi Rzepka et Kerstin Nolte

Ka'arang
Organe de liaison du Cercle de Réflexion sur la Culture tpuri
N⁰ 043 & N° 044 **ISSN 1431 - 5823** **Juillet/octobre 2011**

Editorial : Un pays sans projets est un pays sans développement

En 2008, deux stagiaires du réseau GéCo GLEN ont fait le constat avec le fondateur du CDE SAARE qu'il serait intéressant d'étudier les structures d'économie solidaire dans la région de l'Extrême Nord Cameroun afin d'y déceler aussi bien leur engagement pour le développement que de juger de leur impact sur le développement. En effet, du fait du manque d'investissements financiers auquel ni le gouvernement ni les programmes d'ajustements structurels ont su répondre, la région du Nord-Cameroun représente un défi pour la population. Depuis le début des années 1990, des Groupements d'Initiative Commune (également appelés Groupements d'Intérêt Commun ou GIC) cherchent à répondre localement aux problèmes rencontrés. Une grande partie de la population est également regroupée dans de petits groupes d'épargne nommés tontines, qui, par leurs fonds importants, sont considérées comme la principale source d'investissement sur le terrain.

A côté de ces structures de financement initiées principalement par la société civile, dans le Nord-Cameroun, le développement est pensé en termes de projets qui se créent, se financent par les organismes internationaux et meurent remplacés par d'autres avec les souhaits de mieux faire par rapport aux premiers. On pense sans équivoque à PARFAR, PREPAFEN, PNVRA etc. Dans le pays tpuri, aucun projet structurant n'a fait réellement impact sur la population. Depuis des décennies, aucun programme n'a construit puits, écoles, digues, etc. en pays tpuri. On est en mesure de se demander si le pays tpuri entier a été oublié dans le sillon des projets de développement. Pourtant Dieu seul sait que les défis sont immenses et les problèmes gargantuesques. De la poussière fine qui couvre nos nattes en saison sèche, aux petites herbacées épineuses qui collent à nos culottes et qui démontrent de la pauvreté du sol, le pays tpuri n'est plus que l'ombre de lui-même malgré l'ardeur au travail légendaire de sa population qui s'évertuent à arracher à cette terre la pitance nécessaire. Une vue lamentable. Un travail de Sisyphe. Un éternel recommencement.

Pourtant et malgré tout, on peut et l'on veut rêver développement. Et même qualifier ce développement, de durable, de social et que sais-je encore.

Le développement économique et social fait référence à l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...) que peut connaître une zone géographique (monde, continent, pays, région..). Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et «progrès», puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des indicatifs de développement traditionnels (PNB, PIB), d'autres indicatifs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le respect des droits de l'homme (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux), etc..

Nous travaillons depuis des nombreuses années dans le domaine du développement au Nord du Cameroun. Parmi la pléthore d'approches de définitions de la notion de développement, nous pensons différencier essentiellement deux types. Un développement du haut vers le bas, mis en place par les Etats via les différentes politiques. L'autre type est le développement du bas vers le haut reposant sur les initiatives de base. Hormis ces aspects directionnels, le développement, pour être efficace et utile, doit prendre en compte les dimensions multiples dont les aspects les plus importants sont les suivants :

- intégré, (dans l'économie, au niveau social et dans la culture), autocentré, (répondant aux besoins des gens, local), endogène, (initié par des acteurs locaux), communautaire, (sentiment d'appartenance au groupe), participatif, (forme, fonction des critères de sélection, fonction des responsabilités de chacun, humain, (en accord avec les droits de l'homme), durable, (économiquement, dans l'environnement, etc.), social. (actions pour l'éducation, la santé, etc.). Il importe donc dans ce contexte de se poser la question de savoir comment s'approprier ce type de développement, comment certaines régions sont sélectionnées par et pour des projets afin d'essayer véritablement d'améliorer la condition de vies des populations. Le pays tpuri a été oublié, il l'ele sillage des projets stucturants. Seule un questionnement permanent est nécessaire. C'est à nous de le faire dans Kolyang Dina Taïwé

Essence de la culture tpuri

Le Gourna est-il un GIC ou une tontine ?

Dr Koulandi Jean
Social Anthropologist, Chercheur

I. Développement du Gurna tpuri : d'une contrainte naturelle à une Organisation Consciente

Pour le profane, le mot *gurna* est toujours à mettre au pluriel : ce sont des danseurs gros et gras qui, depuis l'indépendance du Cameroun en 1960, sont annuellement transportés dans les chefs-lieux des unités administratives du Nord-Cameroun, sur les places publiques, pour animer les fêtes nationales, ou occasionnellement pour accueillir des personnalités nationales ou étrangères, dansant au rythme des chants et des sons des tam-tams, tenant dans la main droite un bâton, et dans la main gauche, un objet, une lance ou couteau de jet. Malgré sa longueur, cette définition est réductrice. Le *gurna* ne se réduit pas seulement à la danse et aux danseurs. C'est avant tout une institution de la jeunesse. Il est au cœur de la vie associative tpuri. Il viendrait des Massa et y assumerait le même rôle. Y a-il des pistes ou éléments pour appuyer cette opinion ? Ce travail n'a pas l'ambition de faire l'historique du gurna tpuri, mais de décrire ses manifestations pour en dégager leurs significations.

1.1 Etymologie et Définition du gurna

Le *gurna* est une institution animée par de jeunes danseurs et danseuses. C'est une organisation des jeunes et adultes, groupés dans un enclos avec des vaches laitières sous un grand arbre en retrait du village. Les jeunes femmes et filles y participent de façon informelle (cf. règlement intérieur). Dans cette organisation, les valeurs culturelles, morales et spirituelles chez les Tpuri sont y enseignées et scrupuleusement respectées. Il s'agit surtout de la beauté corporelle, de la danse, de l'interdiction de commettre l'adultère, de toujours se comporter en honnête homme. La moralisation de la vie sociale s'enseigne à travers les chansons *gurna*.

Gongora (pluriel : *grosgroyna,* enfant en Massa) est un mot qui nous intéresse. Toujours en langue Massa, jeune homme se dit *gorjoriona*. En Tupuri, enfant se dit *wéklèè* (pluriel: *wèèré* ou *wéklèèré*), tandis que jeune homme se dit *wéjoh*. De plus, *gongora, gorjoriona* et *gurna* ont la même racine *gor* (fils de en Massa). Chez les Massa, le *gurna* s'appelle *guru.* Il y a l'idée de jeunesse dans la racine du mot. Or, le *gurna* est précisément une une institution relative à la jeunesse et autour de la vache. C'est une organisation périodique des jeunes hommes dans un camp en retrait du village, avec des vaches laitières. Enfin chez les Tupuri, les chefs *gurna* sont issus des clans d'origine Massa, les *Bããré* ou *Baygaaré*. On peut donc supposer que le *gurna* Tupuri vient du *guru* Massa. Une fois adopté, les Tupuri lui ont insoufflé leur génie culturel propre.

Chanter « les louanges de la danse, de la vache laitière, exprimer « l'amour du bétail », de son fils qui boit bien le lait, de l'oncle qui vous a bien nourri » etc., ne relève pas de la tradition Tupuri. Il est propre aux Massa (Garine 1964 :196-197). C'est pour cela que ceux qui, à la danse ou dans la simple vie quotidienne « chantent en Massa » sont très admirés et les bribes des mots Massa sont de plus en plus traduits en Tupuri. Autrefois, un vrai gurnaman était celui capable de chanter en Massa au cours d'une manifestation de danse.

1.2 Organisation du *gurna*

Les Massa et les Tupuri habitent une région plate partagée entre la plaine du Logone et celle du Mayo-Kébi. En saison pluvieuse, ces plaines sont inondées et les enclos du bétail sont imbibés d'eau et deviennent de véritables bourbiers, insalubres et infestés. Les animaux et surtout les petits ruminants peuvent être décimés. Autrefois, bœufs, moutons et chèvres étaient la préoccupation de toute la communauté durant cette période. Les jeunes gens conduisaient alors les troupeaux hors du village pour rechercher des sites exondés et plus salubres, et généralement sur des terres sablonneuses (*mbasga*). Cette période allait de la mi-août jusqu'à la mi-octobre. Durant leur séjour en brousse et pour lutter contre le stress, ces jeunes gens se nourrissaient abondamment du lait. Chez les Massa et tpuri, le lait créait un sentiment de noblesse pour ceux qui pouvaient en disposer. Ceux-ci affichaient alors un comportement de dépaysement, de gaîté et de sans souci. Le sport, l'entraînement au combat contre d'éventuels voleurs de bétail, et l'animation des camps avec des chansons et des danses au rythme de tam-tams étaient leurs seules occupations.

En octobre, les eaux se retirent peu à peu. Chez les Massa, le regroupement du troupeau et des jeunes se faisait (et se fait toujours) au bord du Logone, et c'est le *guru sarmana* ou *guru* de l'herbe fraîche dans les bas-fonds. Chez les Tpuri, on préparait le retour des troupeaux au village. Chaque famille possédant plus de cinq bœufs créait un enclos à côté de la concession. Les animaux rentraient le jour de la fête du Coq appelée *Féo-Kagé*. C'est le Nouvel An Tpuri. Quand les bêtes avaient été épargnées par les épidémies, c'était un grand jour de joie. Les jeunes qui les avaient accompagnées en brousse en étaient félicités. Ils chantaient et dansaient. En peu de temps, ils avaient eux-mêmes changé de corpulence. Ils avaient des bras (*may-may*

do) et des pectoraux (*nay jak jiili*) très musclés, et les jambes (*mankuuni*) très athlétiques. Le retour du bétail inaugurait le gurna *antchóó* et les funérailles de grandes personnes décédées au cours de l'année.
On pense donc que l'organisation du parcage ou *gurna* sous l'effet des inondations s'est petit à petit perfectionnée au fil des ans jusqu'à sa forme actuelle, pour devenir une institution avec ses différentes formes et règlements. Avant l'ouverture des écoles au début des années 1950 et 1960, le gurna en était cette institution traditionnelle. Il assurait efficacement la formation des jeunes en vue de devenir les hommes de demain dans leur milieu. Cette formation était assurée à trois niveaux: le bas âge, l'adolescence et la classe des adultes. Les activités de gurna et de toute la communauté étaient rythmées avec les saisons.

II. SAISONS, PERIODES

Ngele (sans complément) veut dire: lieu, endroit, place, temps, moment, époque, saison. Avec un complément, il devient plus précis et peut signifier la place du marché (*ngel lumo*), la saison sèche (*ngel tchege*) ou la saison pluvieuse (*ngel yaale*). A chaque saison ou période, correspondent des activités économoques et culturelles bien agencées.

2.1 Saisons et périodes

Il y a deux saisons en pays tpuri, la saison sèche (*ngel tchege*) plus longue, sept à huit mois, et la saison pluvieuse (*ngel yaale*) plus courte, qui dure entre quatre à six mois. Le *ngel tchege* commence en novembre et se termine en avril, et parfois en mai. Les mois les plus frais sont novembre, décembre et janvier. Les mois les plus chauds sont mars, avril et mai. Le *ngel yaale* commence en mai et se termine en octobre. Les mois les plus pluvieux sont juillet et août.
Les saisons se subdivisent en quatre périodes appelées *ngel antchoo* (novembre-janvier), *ngel hissi* (mars-mai), *ngel tobe* juin-juillet) et *ngel yaale* (août-octobre). Le *antchoo* est la période de fraîcheur et d'abondance. Beaucoup d'arbres de savane perdent leurs feuilles, mais l'acacia albida (*tchuri*) et la plupart des ficus : ficus platyphylla Del (*guwarga*), ficus glumosa Del. Var. glaberrima (*tum*) et le ficus Thonningii Blume (*suwere*) gardent leurs feuilles vertes. Autrefois, le *antchoo* était la période des funérailles donc des danses *gurna* et aussi celle de la chasse aux perdrix et aux lapins. Le *hissi* est la période de grandes chaleurs. Il était la période des artisans travaillant à l'ombre de grands arbres et de construction ou de réparation des cases. Le *tobe* tout comme le *antchoo,* était la période de la chasse.

2.2 Les différentes formes de *gurná* Tupuri

Il a existé trois catégories de gurná : le gurná des enfants ou *gurná kag-ré,* le gurná des adolescents ou *gurná fiirí* alimenté par celui des enfants, et le gurná des adultes ou *gurná day* alimenté par celui des adolescents[1]. Il est important de noter que l'animal constitue un élément de cette organisation.

Gurná kag-ré (*gurná poulet*)

Kag-ré est le plur*iel de kag ou kagé,* c'est-à-dire *poulet.* C'étaient des enfants de deux sexes de 4 à 6 ans qui, à cet âge, n'avaient encore aucune tâche précise pour la journée. Tout au plus, ils/elles étaient chargés de la garde de la maison, de leurs propres frères et sœurs encore tout petits et de la volaille de la maison comme le suggère le nom. Les grandes personnes une fois sorties qui au champ, qui au pâturage, qui au bois, ces enfants d'un voisinage proche se réunissaient et construisaient des mini huttes. Là, ils passaient une bonne partie de leur temps à imiter les danses gurná. Ils des mini tam-tams avec les morceaux des poteries (*soolé dang*). Les huttes étaient aussitôt détruites au moindre passage du vent ou des troupeaux. Au retour des parents, ils se dispersaient et regagnaient leur famille.

Gurná fiirí (*gurná chèvre*)

Ce gurná recrutait les enfants de 7 à 15 ans. Il s'organisait aux abords du village non loin du *gurna* des adultes ou *gurna day*. Là, aucune chèvre n'était conduite sur le lieu. Le sérieux du *gurna fiiri* venait du fait qu' il y avait une forte compétition pour la sélection au *gurna* supérieur. De jeunes filles à l'âge de la puberté (12 à 14 ans) participaient de façon informelle au *gurna fiiri*. Elles venaient y passer la journée (*siili jag gurna*). Le soir, elles y retournaient pour la veillée appelée *Ɓilgi nen jag gurna*. Ici les enfants avaient déjà une tâche précise, celle du gardiennage des petits ruminants, moutons et chèvres. Ils aidaient leurs parents dans divers travaux champêtres. Au gurna, ils construisaient des hutes solides et y passaient la nuit. De nos jours, le *gurna fiirí* n'existe plus, car ses éléments sont tous dans les écoles primaires ou secondaires.

Gurná day *(gurná vache)*

Le *gurna day* est réservé aux jeunes gens de 16 à 45 ans et plus. Il est le sommet de l'institution. Il s'organise en retrait du village avec des vaches laitières, en vue de favoriser un embonpoint pour les activités culturelles et socio-économiques. Le camp est installé sous un grand arbre, à côté d'un point d'eau : un puits, une mare ou une rivière. Il est en principe clôturé avec des sékos ou les tiges du mil. De nos jours, le *gurna day* recrute ses éléments parmi les déperditions scolaires, les retraités militaires et fonctionnaires, et ceux en activité. En ville, il est pratiqué comme une association culturelle. Les sympathisants se regroupent spontanément. Lorsque les danseurs n'ont pas pu composer leur propre chanson, ils

[1]De nos jours, seul le *gurná day* existe encore. Mais il recrute ses elements parmi les déperditions scolaires et les fonctionnaires en activité ou des retraités. Car tous les enfants et adolescents Tupuri sont dans les écoles primaries et secondaires.

se mettent d'accord pour chanter une vieille chanson connue des membres du groupe.

III. SAISONS ET *GURNA DAY*

Le *gurna day* s'organise deux fois par an, le *gurna antchoó* et le *gurna tóbé*.

Le *gurna antchoó* débute en novembre et se termine en mars, soit quatre à cinq mois[2]. *Antchóo* est la période qui suit immédiatement la fin de la saison des pluies. Les récoltes de mil s'échelonnent de la manière suivante : le mil rouge (*gara*) est récolté septembre-octobre, le mil pénicillaire (*tchããré*) en novembre-décembre, le *babu* et *tchoklom* en décembre-janvier. Tous les oléagineux et légumineuses (arachides, niébé, petits pois), et autres plantes rampantes comme le melon étaient aussi récoltés. Auterfois en pays Tupuri, le *antchóo* signifiait la période d'abondance. D'une manière ou d'une autre, femmes et hommes cherchaient une récupération physique, d'autant plus que les mois précédents, juillet et août sont les mois de soudure. La famine sévissait durant ces deux mois, et tout le monde devenait famélique. Le *antchóo* signifiait la sortie de la période difficile, la fin de la famine.

Après la dislocation du *gurna anchóo* durant les mois de mars à mai, le *gurna tóbé* s'organisait durant deux mois, de juin à juillet. Le *tóbé* est cette belle période environnementale durant laquelle le pays Tupuri, partagé entre le bassin du Logone et celui de la Bénoué devient un immense gazon naturel. C'est l'été Européen. La beauté de cette période est évoquée dans toutes les compositions artistiques des chansons gurna et autres. Cette beauté est interrompue aux mois d'août et septembre, mois les plus pluvieux et d'inondations. Les eaux envahissent le pays tpuri plat dans son ensemble. Le *gurna tóbé* se disloque. De nouveau, les jeunes repartent avec les troupeaux sur les sites exondés.

Il faut noter le fait que ce *gurna tobé* est récent par rapport au *gurna antchóo*. Il s'est développé dans la partie ouest du Mayo-Kébi aussi appelée *Ɓango* (*Ɓang kooh* : du côté de la brousse), par rapport au sud de cette rivière ou *Ɓang ling* (du côté de la provenance). Le *gurna tóbé* s'est développé grâce à une seconde récolte introduite dans la partie nord et nord-ouest du pays Tupuri vers les années 1950, le *muskuwari* en provenance du Lac Tchad. Le *muskuwari r*entre dans les greniers entre mi-mars et fin avril. Lorsque la production est abondante, les jeunes peuvent se permettre un second *gurna tóbé*.

IV. IMPLANTATION MATERIELLE DU GURNA

Le *Féo-Kagé* est le nouvel an tpuri (*féo* : lune, fête). Il se déroule au début de la période *antchóo*, entre octobre et novembre. Il ouvre ainsi la période des activités culturelles. Une semaine après les cérémonies de *féo-kagé*, un homme autrefois *je Bããré* (d'origine Massa) et à qui revient le rôle de diriger le gurna d'un village, accompagné des amis se dirige un après-midi vers le lieu choisi pour l'implantation du gurna[3]. On dit *á raó tée jak gurna* ou bien encore, *á raó tée jak kaó*. Il est appelé *Wangurna* (chef gurna, *wang* : chef). Lorsqu'ils arrivent sur le lieu, le *wang gurna* adresse une prière au site. Puis il creuse un trou et y plante un bois appelé *jak jing*, ce qui veut dire l'entrée protectrice du camp. Il égorge un poussin et asperge *jak-jing* de son sang. Il plante un second bois sur lequel il attachera le soir venu sa vache laitière.

Ceux qui l'ont accompagné lui emboîtent le pas en plantant chacun son bois sur lequel sera attachée sa vache. Avant le coucher du soleil, un nombre égal des vaches laitières sera conduit au gurna. Le grand tam-tam gurna (*mantébalé*) est aussi transporté sur le lieu. Il va bientôt résonner, et annonce ainsi l'ouverture de la saison gurna. Ce son spécial du tam-tam invite par la même occasion les jeunes gens du village à venir 's'inscrire' au gurna[4]. La principale condition pour participer à une saison gurna est d'y venir implanter le 'bois de la vache' (*kooh day*).

Chaque jour, le gurna s'agrandit sous l'œil vigilant de *Wangurna* et de ses proches collaborateurs qui sont *wang wé jõõré* (chef des jeunes chargé de la discipline) et *Wangmaýré* (responsable des filles). Le *Wangurna* a un rôle essentiellement moral et religieux. Il adresse des prières aux esprits bienfaiteurs afin qu'ils protègent le gurna contre les esprits malfaiteurs ou *manhuli* (satan). Y sont admis tous les jeunes et adultes dont l'âge varie entre 16 et 45 ans. A 50 ans, on n'est pas exclu du gurna, mais cette catégorie prend volontairement une retraite.

4.1 Notions d'organisation et règlement intérieur du gurna

La discipline gurna est basée sur le respect de la hiérarchie elle-même basée sur un âge social appelé *kingi nao maý*. Qu'est-ce que l'âge *naó maý* ? C'est l'âge compté à partir du jour où un jeune de 18, 19 ou 20 ans, passe officiellement la nuit avec une fille, elle aussi officiellement autorisée à coucher avec des jeunes gens. Un tel jeune homme vient de naître. Tous les jeunes hommes dont l'âge *nao maý* se situe entre 0 et 9 ans subissent les corvées de l'organisation gurna au grand plaisir des plus anciens. Trois principaux responsables du *gurna day* assurent la bonne marche de l'institution. Il s'agit du chef gurna appelé *Wang Gurna*, du chef des jeunes appelé *Wang Wéjoorè*, et du chef des filles appelé *Wang Mayré*.

[2]Il n'y a pas une date fixe pour l'interruption du gurna. Cependant et en règle générale, le gurna doit se disloquer avant la fête de *ka'arang* ou *mene* qui survient entre fin mars ou mi-avril.

[3]Le site du *gurna antchóo* est généralement un bas-fond, une dépression, alors que celui du *gurna tóbé* est un sité exondé.

[4]l n'y a ni date limite, ni un nombre limité de places. Mais comme le gurna ne dure que 4 mois, on pense que chacun y viendra avant les deux premiers mois.

Le Wang gurna est la personne qui cumule le rôle moral, spirituel et religieux lui permettant d'implanter et de faire fonctionner le gurna. Il est généralement du clan *Baahré* ou affilié, c'est-à-dire d'origine Massa (les *Baygaaré* ou les *Mu-nguuri*). Il peut être un jeune ou un adulte. Cela n'a pas une grande importance. Son rôle est d'adresser des prières aux esprits bienveillants pour en éloigner les malveillants.

Le ***Wang Wéjõõhré,*** chef de l'ensemble des *gurnamen*, il est chargé de la discipline intérieure du gurna. Cette discipline est basée sur le respect de la hiérarchie elle-même basée sur l'age social appelé *kingi nao may* comme ci-dessus expliqué. L'initiation à la vie sexuelle est décidée par le conseil des adultes. Une nuit est arrangée avec la famille d'une jeune fille qui a déjà elle-même officiellement reçu l'initiation sexuelle. Une telle fille est appelée *may ma ti nao*. Le lendemain d'une telle nuit est pleine de significations pour le jeune homme. D'une part, il vient d'être consacré homme dans dans le sens le plus large : virilité, maturité et responsabilité. D'autre part, et selon le règlement gurna, il ne vient que de naître. Pendant les sept à neuf années à venir, lui et ses camarades subiront les corvées du gurna.

Les jeunes dont le *kingi nao may* se situe entre 0 et 9 ans sont chargés de toutes les corvées du gurna qui sont : le gardiennage des vœux séparés de leurs mères laitières dans la journée, pour les empêcher de taiter. Quand le bétail rentre le soir, cela permet d'obtenir une grande quantité du lait, et ce sont les jeunes gurna chargés de traire les vaches. La préparation de la nourriture des adultes appelés *wèèré joohré ma dégargè* et collectivement chargés de faire respecter la discipline s'appelle *gubgi hoolé*. C'est une bouillie froide obtenue en malaxant la boule de mil avec de l'eau et du lait. Quand la nuit tombe, les jeunes gurna sont aussi chargés de la surveillance des vaches laitières. Les interdits dont les jeunes gurna doivent observer sont les suivants : pas d'injures à l'endroit des camarades, pas de bagarres, pas d'alcool, et surtout ne jamais commettre d'adultère. Tout manquement à la discipline est sanctionné par plusieurs cas : interdiction d'aller à la danse, paiement d'une amende (un poulet ou une chèvre) pour les fautes moins lourdes, exclusion temporaire du gurna, plus une amende pour les fautes assez lourdes, et exclusion pour toute la saison gurna pour les fautes jugées très graves (bagarres ou adultères).

Le Wang Mayré est un chef ou responsable chargé des filles qui viennent passer la journée au gurna, car le gurna n'est pas seulement une organisation des hommes. Leur séjour au gurna s'appelle *siili jak kao* ou *siili jak gurna*. C'est une phase importante de la formation traditionnelle de la jeune fille Tupuri. En effet, le gurna admet en son sein des jeunes filles et jeunes femmes nouvellement mariées. Mais celles-ci ne participent pas avec les vaches laitières. Une jeune mariée vient avec son mari ou en compagnie d'un membre de la famille de celui-ci. Les jeunes filles viennent avec leurs frères, ou avec les garçons de bonne moralité habitant leur quartier. Elles ne passent pas la nuit au gurna, mais seulement la journée et la veillée. Au gurna, elles sont traitées avec beaucoup d'égards et de tendresse.

Le *wang mayré* est généralement un jeune homme efféminé, sentimental et dont les filles apprécient la compagnie. Il anime et distrait les filles. C'est lui qui arrange les rencontres à deux entre un garçon et une fille. A leur tour, les filles doivent se montrer très polies. La participation des jeunes filles au *gurna* fait partie intégrante de la formation de la jeune fille tpuri, car c'est au *gurna* qu'elle apprend à connaître les hommes dans leur comportement : les brutaux, sentimentaux, les palabreurs, les calmes, etc, et comment elle-même devra se comporter en tant que future épouse.

4.2 Nourriture du gurna

L'une des obligations de chaque gurnaman est de se soumettre à un régime alimentaire très contraignant, voire excessif. La principale nourriture s'appelle *hoolé dé gubgui.* C'est une bouillie froide de mil. On l'obtient en malaxant à la main avec de l'eau et du lait une boule de mil. Elle est excessivement consommée tout au long de la journée. Dans un premier temps, chaque gurnaman cherche à augmenter le volume de son estomac, afin qu'il puisse accepter une grande quantité de nourriture. Après un premier mois d'intenses exercices d'absorption de cette bouillie à contre gré, l'organisme cède et le gurnaman devient un glouton, ce qui est bien apprécié des autres camarades. On dit alors que 'la nourriture a accepté sa bouche', ce qui se rend par l'expression suivante : *hoolé nya jak mbé wé* ou *hoolé léwé né hen jak só*. La deuxième phase de cette pratique est celle d'un embonpoint appelé *gob-ré* ou *dégob-ré*. Les vomissements s'arrêtent, l'estomac ne fait plus mal. Au contraire, l'individu commence à avoir une sorte d'appétit. La céréale préférée est le mil rouge. D'après l'opinion traditionnelle, ce mil aurait des propriétés medecinales. Sa bouillie est légèrement gluante et travaillerait bien les parois intestinales. Devenir *dégob-ré*, c'est-à-dire gras et un peu lourd, est la phase ultime recherchée par tous les gurnamen[5]. Elle symbolise l'éloignement des soucis et petits problèmes quotidiens. Un tel gurnaman est considéré comme celui-là qui a un cœur « couché » (*jiilibe go de súulí*) par rapport à un cœur qui bat, signe de perturbation morale ou psychologique. D'ailleurs à cette phase ultime, le gurnaman joue maintenant à une sorte de comédie de la gloutonnerie. Il mange tout et avec appétit. Un tel jeune homme faisait la fierté des siens et des amis. C'était aussi une réussite sociale, un état de bonheur partagé à la fois par le jeune homme, sa famille et ses amis.

[5]Pour diverses raisons parfois physiologiques ou de constitution physique, les gurmen n'obtiennent pas tous cet embonpoint.

Le *légam*, un autre procédé pour rechercher l'embonpoint n'existe plus de nos jours dans le gurna Tupuri. C'est un gurna individuel qui prépare le gurna collectif. Les dernières pratiques remonteraient vers les années 1960. Il a lieu au mois de septembre. Une famille désire voir son enfant de 15 ans ressembler à un jeune homme de 20 ans. Ce dernier est soumis à une cure d'engraissement. Lorsque les récoltes du sorgho rouge s'annoncent abondantes, on prévoit aussi une utilisation multiple du surplus dont le *légam*. Un boukarou est affecté au jeune gurna. Le local subit une sorte de dallage et une peinture mélangée avec la bouse des bœufs. On lui trouve un parrain pour la nourriture. Lorsque le mil rouge arrive à maturité

La troisième obligation à laquelle tout gurnaman doit se soumettre est d'aller au moins une fois à une manifestation publique de danse durant la période gurna. La danse est donc l'expression extérieure du gurna, une démonstration de l'existence même du gurna. Ne pas participer à aucune organisation de danse est une violation du règlement du gurna. A la danse justement, les danseurs gros et gras sont félicités, mais les plus admirés sont ceux de grande taille. Ces corps sont d'une magnifique élégance au cours d'une manifestation de danse. Enfin durant toute la saison gurna, la consommation d'alcool sans justification et surtout sans permission était totalement prohibée. Tous ceux qui enfreignaient cette règle devaient payer une amende en poulet ou en chèvre. Il est curieux aujourd'hui de considérer l'homme tpuri comme un consommateur excessif du *bili-bili, argé* et autres alcools modernes. En réalité, ces boissons ne se sont imposées que très récemment (cf. *Le Bili-bili et la « libération de la femme Tupuri* », Koulandi 1999).

V. LE GURNA ET LA VIE COMMUNAUTAIRE

Le gurna est le creuset de la vie communautaire chez les Tupuri. On y enseigne la morale sociale, la valeur du travail comme source de création des richesses et du bien-être social, le comportement social, le savoir et le savoir-faire. Les décisions de groupes, l'organisation des travaux champêtres, les décisions pour les funérailles se prennent au sein du *gurna*. Mêmes les personnes âgées s'y réfèrent, car bien qu'elles aient la sagesse, elles reconnaissent n'avoir plus l'enthousiasme et la vigueur pour exécuter leurs propres décisions. Certains observateurs étrangers ayant longtemps séjourné en pays Tupuri, n'ont pourtant pas saisi toute la quintessence du gurna. Pour eux, le « *gurna est une école d'oisiveté. On y passe des journées entières couché, le seul travail consiste à garder les vaches, à les soigner* ». Un tel jugement s'autodétruit, car garder et soigner la vache, et les animaux en général est-il de l'oisiveté ? Pour le Père Capelle, le gurna n'apporte rien à la société. On se demande alors comment une telle institution continue-t-elle à résister aux assauts de notre modernité. Voici ce qu'il écrit :

Le Gurna est un état dans l'état, avec son mode de vie et ses lois. Il n'apporte rien à la société, mais comme un parasite il en profite au maximum. Du point de vue folklorique, il tient une grande place. Chaque village tient à son gurna et en est fier. C'est un honneur sans pareil pour un village de posséder les danseurs les plus beaux et les lutteurs les plus forts (Plumey 1990 :356).

Heureusement après les missionnaires, les anthropologues viennent relativiser ce jugement. Comme le décrit minutieusement Garine (1964 :193-207), l'emploi du temps des gurnamen est certes distinct de celui que respectent les habitants d'une famille, mais ils ne sont pas totalement indépendants de la vie domestique commune. Ils ne sont pas totalement en « vacances », mais disposent d'une certaine liberté par rapport aux obligations de la vie courante. A cet effet, Igor de Garine écrit :

Ils vaquent à de petites besognes dans leurs enclos familiaux et prennent part aux travaux de leur groupe domestique en cas de nécessité. A la mi-journée, ils reviennent à leur camp où les femmes de leurs enclos leur apportent un repas abondant. Celui-ci est suivi d'une sieste. Dans le courant de l'après-midi, les jeunes gens retournent aider les membres de leur famille si le besoin s'en fait sentir. Au coucher du soleil, le troupeau réintègre l'enceinte. Les gourna s'occupent du bétail et se restaurent. La soirée est consacrée aux chants, aux danses et aux visites qu'ils vont rendre aux jeunes femmes des villages avoisinants (Garine 1964 :193).

Pour être « excessivement positif » à ma manière, je dirais que le gurna apporte tout à la société car il en est le fondement des valeurs morales, et c'est pour cela que chaque village « tient à son gurna et en est fier ». C'est aussi pour cela qu'il continue de résister aux assauts des cultures extérieures et envahissantes.

5.1 Parures et danses gurna

Les parures de tout temps ont accompagné l'être humain dans ses manifestations culturelles, religieuses ou exhibitions artistiques. Elles en font partie intégrante. Elles sont à la fois masculines et féminines. On n'imagine pas dans une scène théâtrale ou une grande manifestation culturelle, des acteurs sans parures. Chez les Tupuri, se parer pour la danse se dit : *ũigi fenn jõõh* ou *knèège jõõh* (*ũigi* signifiant bien arranger, *knèège* = bien faire techniquement, *fenn* = la chose de et *jõõh* étant la danse).

Les anciennes parures sont :

Hãhgrao : le nom scientifique étant *vetiveria nigritiana.* Cette herbe aquatique est utilisée dans la fabrication de beaucoup d'objet d'art. A la danse, elle est travaillée sous plusieurs formes (touffes, cordes, chapaux, etc).

Glúlū : fruit d'un arbre, le nom scientifique étant *strychnos innocua Del*. Un trou transversal est fait dans le fruit et à travers lequel on met une corde également bien tressée avec le *hãhgrao* ou autres fibres et appelée *mbarlang*.

Goldon ou koldon : c'est un objet rond fait avec une corde tressée ou une herbe aquatique appelée *hãgrao*. Le koldon joue le même rôle que le glúlū.

Léo : un long fil en peau ou en corde.

Fààgè : (à ne pas confondre avec *fáágé)*, le premier est une peau de biche ou gazelle, le second étant un chemin, un sentier.

Mann twèè : longue peau de gazelle autour du rein, exceptionnellement portée pour des manifestations également exceptionnelles.
Parures au bras : Il n'y en a pas beaucoup. La plus connue est le *boóh may-may doó* (grosse bague en aluminium ou en fer portée au bras, et sur laquelle est attaché le léo).
Parures sur la tête : Il y avait d'abord des dessins fantaisistes sur la tête. Mais la parure la : plus connue est le *klang*. C'est le *sapo*, déformation du chapeau moderne.
Parures au visage : Autrefois, le visage était badigeonné avec le kaolin rouge appelé *goye* ou avec de la terre spéciale blanche (*sir de pui* : terre blanche). Aujourd'hui, il faut y ajouter les *dondolong* (mot à mot gomme arabique = lunettes).
Parures à la main (droite et gauche) : *Grao jõõh*: bâton de danse (à la main droite)**,** *Jaw ou jao* : la lance (à la main gauche)**,** *Hágé* : couteau de jet (à la main gauche)**,** *Wetchuégé* : petite lance, harpe (à la main gauche)
Parures au cou, sur le dos et attachées à la cage thoracique : Ce sont essentiellement les cornes ou *síli* des animaux sauvages et constituent les flûtes dans lesquelles les jeunes gens sifflent pour créer une merveilleuse symphonie. Il y a plusieurs catégories de cornes :
We sili : plus petite corne donnant un son aigu
Gong : corne de gazelle
Glugi : grande corne du cobs encore appelé *bloóh gããh* (le mâle de la gazelle)
Les nouvelles parures des homes:
Larmé ou forlamé est un caleçon de bain introduit par les militaires du Tchad (*forlamé* étant la déformation de Fort-Lamy devenu N'Djamena). *Klot ou klodé* est une déformation de culotte. Ce sont des culottes surtout de tennis. *Dondolong* (lunettes) et *sapo* (chapeau) complètent les nouvelles parures.

Autrefois, les femmes étaient faites avec de petites pierres précieuses appelées *rédéo* et assemblées sous une forme nattée appelée *da'arè.* Le da'arè était porté à la fois devant au pubis et derrière. Aux chevilles, elle portait plusieurs bracelets en fer et les tapait les uns contre les autres en dansant. Aujourd'hui, la jeune fille Tupuri se pare en caleçon sur lequel elle attache autour du rein une belle serviette bien zébrée. Elle porte aussi un soutien-gorge. Les déformations sont : *salebet* pour serviette et *sutignèè* pour soutien-gorge. Les boucles d'oreilles (*kléléo*) et les colliers (*rédéo*) au cou, un peigne (*tchrógá*) dans les cheveux, font partie de ses parures.

5.2 Les danses Gurna

Les deux danses gurna les plus connues sont *mbaga bolge* et *gurna grifgi*. La première se danse au son d'un chant repris en refrein et d'un tam-tam appelé *téƁal mbog-ge*. Le *tebal mbog-ge* est accompagné d'un autre plus petit appelé *wétéƁalé,* « l'enfant du tam-tam ». Les danseurs tournent en file indienne, les plus grands de taille devant, les plus courts à la queue leu-leu, formant ainsi de grands cercles, et dans le sens contraire à l'aiguille d'une montre. Ils forment ainsi plusieurs rangées, et chaque rangée représente les danseurs d'un village.
La seconde et la plus connue s'exécute au pas et au rythme des sons de gros tam-tams et d'une chanson assez longue. Il y a un entonneur sous forme de refrain et le gros de la troupe chante en dansant. Chaque danseur doit apprendre toute la chanson pour ne pas faire de faux pas appelés *tchégadge guri* (sauter faux pas). Danser *guri*, c'est ne pas danser au pas et c'est la plus grande honte qui puisse arriver à un jeune homme ou une jeune fille au cours d'une grande manifestation de danse.
Les Tupuri dansent les armes blanches à la main. La main droite tient un bâton appelé *grao jõõh* (bâton de danse). Ce bâton doit être à la fois solide et esthétique. La main gauche tient un objet queconque : une gourde remplie du lait, une lance, un couteau de jet. Les deux mains portent ainsi des objets qui combinent à la fois le rôle de l'arme blanche et de l'esthétique.
Le beau de la danse selon les normes Tupuri s'observe sur certaines parties du corps : les pectoraux (*nay jag-jiili*), les muscles du bras (*maymaydo*), les larges épaules (*Ɓod-Ɓogáh*), les muscles de jambe (*mankúúhni*). Un beau visage avec un nez assez droit doit compléter ce portrait robot du danseur. Un tel danseur avec des muscles ci-dessus décrits attire les regards et l'admiration de tous.

5.3 Le *gurna* et la scolarité

La scolarité débute en pays Tupuri (Tchad et Cameroun) en 1952 par la mission catholique de Doukoula. A cet effet, Yves Plumey écrit :

> Au mois de janvier 1952, les travaux de la construction de l'école sont terminés, on procède à l'installation intérieure de la classe. C'est le 8 janvier que le Père CAPPELLE commence sa première classe : il a 20 élèves dont 14 de Doukoula, 3 de Mogom et 3 de Tchatibali. Rouptouang, l'interprète et le futur catéchiste, aidera le Père jusqu'au mois d'avril. Le 12 janvier, le Préfet Apostolique vient à Doukoula et emmène les deux Pères pour une visite vers Fianga et Tikem. C'est grande fête à Doukoula, le 27 janvier, pour l'inauguration solennelle de l'école, la première école chrétienne en pays Toupouri. Cette fête devait être bien réussie pour montrer aux gens de ce pays l'importance de l'école (Plumey 1990 :345).

En 1953-54, s'ouvre la première école publique de Touloum. A la décennie de l'indépendance en 1960, les écoles s'ouvrent partout en pays Tupuri, d'abord dans les chefs-lieux des cantons, puis dans les lawanats et certains gros villages tels Datcheka-Sud, Ourlargo, Zouaye, Sirlawe, Dongrosse, Saoringwa, Datcheka-Taakreo, Dargala, Saotsay, Kofidé, Barlang, Danwou, Goundaye, etc.
Doucement mais fermement, l'école moderne s'annonce comme un concurrent sérieux pour le gurna. En effet le gurna tpuri avait trois niveaux de formation qu'étaient le *gurna kagre*, le *gurna fiiri* et le *gurna day*. Comparé à l'école moderne, cela correspondait à la

maternelle, le primaire et le secondaire. Mais la déstabilisation du gurna commence lorsque l'école moderne recrute directement dans le *gurna de chèvre* c'est-à-dire qu'elle commence à ponctionner dans le niveau primaire traditionnel à savoir le *gurna fiiri* (cf. différentes formes de gurna). Sauf cas de déperdition scolaire, cette tranche-là n'ira plus jamais au *gurna day*. Elle ira dans les lycées et collèges, puis dans la vie active : armée et autres services de l'Etat. De nos jours, la formation du jeune et de la jeune Tupuri ne commence plus au gurna. Celui-ci se nourrit simplement des déperditions scolaires et des fonctionnaires retraités ou en activité.

CONCLUSION

De tous les éléments de la culture Tupuri, le *gurna* est sans doute celui qui garde une grande vitalité. Les déperditions scolaires, le chômage des jeunes diplômés et les fonctionnaires Tupuri retraités ou exerçant dans leur terroire continuent de l'animer. De même, la diaspora dans les zones de migration et les grandes villes du Cameroun, porte toujours très haut le flambeau du *gurna* lors de grandes fêtes nationales et certaines manifestations culturelles.

Cependant, le *gurna* n'en reste pas moins menacé dans ses fondements. La discipline *gurna* n'est plus respectée. Le lait n'est plus consommé en abondance et peut aussi signifier l'abandon même de l'élevage, c'est-à-dire la principale épargne rurale. A la place, le *bili-bili* et le *argé* sont parfois abusivement consommés. La jeunesse est à 80% tournée vers les écoles modernes. Les compositeurs des chansons sont de plus en plus politiquement manipulés, et ne jouent plus leur rôle d'antan de moralisateur de la société. Le pouvoir d'argent s'impose à tous, et certains voyous réussissent à se donner des chansons glorieuses. Enfin, une certaine démocratie invective semble être la plus grande menace au *gurna* et à d'autres formes de la culture Tupuri. Les Tupuri doivent se ressaisir, afin de sauvegarder leur culture.

BIBLIOGRAPHIE

Cappelle, P.G. (1957) Les Us et Coutumes des Toupouris, Mission Catholique de Touloum

Feckoua, L.L. (1977) *Les hommes et leurs activités en pays Toupouri* du Tchad, Thèse de Doctorat de 3e Cycle (Géographie) Université Paris VIII, Vincennes, France.

Garine, I. (1964) *Les Massa du Cameroun : Vie économique et Sociale*, Paris : PUF., France.

Guillard, J. (1965) *Golonpoui. Analyse des conditions de modernisation d'un village du Nord-Cameroun*, Paris : Ecole Pratiques des Hautes Etudes, et MOUTON et CO.

Ignatowski, C. (2004)« Multipartism and Nostalgia for the Unified Past : Discourses of Democracy in a Danse Association in Cameroon » in *Americain Cultural Anthropology*, vol.19, N°.2 , pp.276-290.

Koulandi, J. (2005) *La mort Chez les Tupuri*, 47p. (chez l'auteur, contact : 77664912)

Koulandi, J. (2007) *Le Bili-Bili et la « liberation de la femme Tupuri* » 22 p. (chez l'auteur, contact :77664912).

Koulandi, J. (2007) *Le mariage chez les Tupuri*, 57p. (chez l'auteur, contact : 77664912 ; 94017819)

Koulandi, J (2008) *Sorcellerie en milieu Tupuri*, 13p. (chez l'auteur, contact : 77664912 ;94017819)

Plumey, Y. (1990) *Mission Tchad-Cameroun : Documents, Souvenirs, Visages. L'annonce de l'évangile au Nord-Cameroun et au Mayo-Kebbi* (1946-1986), Editions OBLATES : Imprimé en Italie – I.G.P.- Trinitá (CN)

Ruelland, S. (1988) Dictionnaire Tupuri-Français-Anglais (Région de Mindaoré-Tchad)

Pour que vive Ka'arang

Kolyang Dina Taïwe

La femme-contradiction

La femme la mère l'amie la déesse
la prostituée la putaine la bordelle
la reine la glu sociale la battue l'exclue
l'épouse la monogame la polygame la concubine
à la voix de miel
écoutée par des milliards
adulée par des millions
honorée par des milliers
admirée par des centaines
aimée par des dizaines
mais à la fois
écoutée
adulée
honorée
admirée
aimée

par un seul au désir sincère
qui attend patiemment
que ce cœur s'ouvre aux rires irisés
aux espoirs de bonheurs
et accompagne la vie dans ses troubles oscillants
aux futurs des rêves
dans la demeure des extrêmes : haine et amour

Wãy - faare

Wãy, mããbe, barge, wãy soo,
gawlaŋ, wãy bãy, bordele,
wãy waŋ, wãy roo, wãy tiŋ, wãy dage,
wãy liŋ puri, wãy dewuri, wãy tiŋ,
wãy gisgi, mankom, wãy bãy, wãy hooge
Gẽẽge ma do yõõre no
Ngaɓa yõõre laa wo gẽẽge ɓo
Ngaɓa taygen togoɗ wo ndo
Ngaɓa lumo leɗ mondra mo
Ngaɓa ɓi leege hoo sug ti ɓo
Jar hwal tem wo da ndo
Ama
co'ge sugi
togoɗge
le'ge mondra
hoge sugi
dage

Ma cwãy a le diŋ se jobo boŋ
Mbe tum de gorge
ga jiili ɓo mo buŋ go de jag de feege
Ne gorge fruygi se no
Ga tenen se mo ɗaɗ wa
Ne lwa'ge ma toŋ wo
Werga ɓi tiŋ ɓon ndo da' hun wo de dage

Au cœur du débat
Les figures féminines tpuri : une enquête partielle et partiale

Textes rassemblés et présentés par Danwa Marie Pascale, Lazare Kolyang, Léon Bernard Gara, Kolyang Dina Taïwé

Virginie Yanpelda

Elle sert de fondation en droit

En soutenant en 2009 une thèse de doctorat en droit des affaires à l'université de Bordeaux 4 Montesquieu, elle est devenue la première femme des trois régions septentrionales titulaire de ce parchemin.

Pour elle, c'est un rêve d'enfant qui se réalise. La volonté d'une petite fille qui, contrairement au dilemme qui semble souvent habiter certains jeunes à un certain moment de leur existence, a très tôt compris les enjeux de certains métiers. « *Etant toute petite, j'avais deux métiers qui me fascinaient : la médecine et l'enseignement* », souligne Yanpelda Virginie. Cette jeune femme à la silhouette de Top model qui arpente depuis quelque temps les couloirs de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Douala est aujourd'hui presque comblée de ce choix qui, en plus d'être un profond désir personnel, a été conforté dès ses premiers contacts avec ses enseignants de droit à la faculté des Sciences juridiques de l'Université de Yaoundé II-Soa. C'est en effet dans cette université de la capitale politique qu'elle dépose ses valises après son Baccalauréat A4 obtenu avec mention assez bien au lycée classique de Maroua. «*J'avais très vite réalisé que les études de droit offraient plus d'opportunité. Mon désir de devenir enseignante sera ravivé lors de mes premiers cours de droit. J'ai été fascinée aussi bien par le contenu des enseignements que par l'éloquence, la culture générale et surtout la qualité pédagogique hors du commun de mes enseignants. Dès lors a commencé mon voyage vers la réalisation de mon ambition* », se plait elle aujourd'hui à raconter.

Si elle nourrissait cette vision claire de devenir un « *instrument* » de la transmission de connaissances à travers l'enseignement, elle aura sans doute bataillé très fort pour se frayer un chemin. Un combat qui s'est fait à armes égales au sein de la famille, au côté de ses frères et sœurs, grâce à l'éduction sans distinction quelconque pour un sexe que leur a inculquée les parents. *« J'ai plutôt eu la chance de naitre au sein d'une famille où l'on a fait de l'éducation une priorité. Mes parents ont eu pour ambition de faire de nous des femmes et des hommes instruits. Aussi, certaines valeurs comme l'excellence, la persévérance, le dépassement de soi nous ont été inculquées. Je profite d'ailleurs de cette occasion pour traduire à mes parents toute ma reconnaissance* », explique-t-elle.

Source d'inspiration

C'est donc fort de cette volonté parentale qu'elle séjournera tour à tour à l'école publique de Kousséri Groupe I, l'École Publique de Guidiguis Groupe I, Lycée de Guidiguis et Lycée Classique de Maroua. Après son Baccalauréat et le cycle secondaire, elle fait un parcours plutôt exemplaire dans le supérieur : une Licence en droit privé avec la mention bien (année académique 1999/2000) ; une maitrise en droit privé, option droit des affaires, avec une mention assez-bien (année 2000/2001) et un DEA, en droit privé, option droit des affaires, mention assez-bien (année 2002/2004). En 2005, elle s'inscrit en thèse à l'université de Yaoundé II-Soa et obtient, la même année, une bourse d'excellence pour l'université de Montréal au Canada. Malheureusement, le gouvernement camerounais qui devait contribuer à hauteur de 2 000 000 (Deux millions) CFA dans le cadre de cette coopération a été défaillant. La doctorante manque ainsi de se rendre au Canada.

Comble de chance pour la fille de Guidiguis, la même année, elle rencontre lors d'une conférence internationale organisée à Yaoundé un enseignant de l'Université Montesquieu Bordeaux 4 en France qui s'intéresse à son sujet de thèse et lui propose

une inscription au sein de ladite institution. En Décembre 2005, elle atterrit en France et prend une inscription en thèse à l'université de Bordeaux 4. Et en 2099, elle soutient sa thèse de doctorat en droit avec la mention très honorable avec félicitation à l'unanimité des membres du jury et autorisation de publication en l'état.

C'est donc une femme sans complexe, qui veut servir de modèle à la jeune fille tpuri, qui côtoie les milieux universitaires. « *J'aimerai que les jeunes filles du Grand Nord me perçoivent comme une source d'inspiration. Qu'elles comprennent que les femmes peuvent tout aussi bien faire de longues études que les hommes et réussir. Et qu'en outre, l'époque de la femme au foyer peu instruite tend à être révolue* », lance-t-elle. Et se refuse que le regard des hommes s'arrête simplement à celui qu'ils peuvent porter sur une fille bardée de diplômes, mais plutôt celui qu'ils peuvent avoir sur une femme tout court. « *Leur comportement ne doit pas radicalement changer à mon égard parce que je suis une femme Docteur et de surcroît Docteur en droit. Je souhaiterai qu'ils me perçoivent avant tout comme une femme avant d'être une femme instruite et qu'ils me respectent comme telle* », tranche-t-elle.

Lazare Kolyang

Christine Maïdomwa

La persévérance au bout de l'effort

Inscrite en thèse de doctorat à l'Université de Douala, elle dispense des travaux dirigés de droit à l'Université Catholique Saint Jérôme de Douala.

Son humilité et sa modestie sont d'une étonnante manifestation. Alors que l'imagerie populaire avait fini par amener les gens à penser que celles qui se livraient à la série « C » (entendez Couture, Coiffure, …), avaient cessé de fréquenter les salles de classes au cours moyen ; elle administre depuis quelque temps à son entourage la preuve du contraire de cette image surannée. C'est que, contrairement à la dimension intellectuelle très sélective qu'elle a pourtant atteint, la jeune femme se livre avec passion et sans complexe à la couture dans son quartier du camp Bertaut à Douala. Combien de ses sœurs, voisines, et autres personnes qui la côtoient au quotidien savent seulement que c'est à ses heures perdues qu'elle s'adonne à cette activité ? Car, elle n'a pas que ça à faire dans la vie. « *Je suis simplement considérée comme la couturière du coin. Je n'ai pas dans mes habitudes d'afficher mon profil intellectuel aux côtés des femmes au côté desquelles je participe dans les différentes réunions et associations féminines qui nous rassemblent* », soutient celle qui met un point d'honneur à effacer la différence qui pourrait exister, d'une manière ou d'une autre, entre femmes et hommes.

Et pourtant, cette femme a de fortes raisons de se prendre la tête. Inscrite en thèse de doctorat à la faculté des Sciences juridiques et politiques de l'université de Douala, Christine Maïdomwa, titulaire d'un DEA en droit des affaires obtenu en 2009, sait déjà dans quel domaine elle va marquer les esprits. En choisissant de dispenser, depuis le début de l'année académique 2010-2011, des Travaux dirigés de droit aux étudiants en Sciences de gestion appliquée de l'Université Catholique Saint Jérôme de Douala, elle a décidé de ne pas quitter les amphis.

Soutien de son mari

Mais le mérite de cette jeune femme tpuri ne réside pas simplement dans sa capacité à tutoyer ses sœurs d'autres parties du pays, elle le tient davantage de sa persévérance et sa détermination. Et, c'est peu dire ! Tenez ! Mariée très tôt, (à l'âge de Juliette, indique-t-elle), elle aura compris que l'époque de la femme au foyer sans qualification aucune est dépassée. Grâce au soutien indéfectible de sa tendre moitié, elle poursuit ses études qu'elle n'a jamais suspendues, du fait du mariage. Et ce depuis la classe de première, alors qu'elle était inscrite au lycée de New Bell, à quelques pas seulement de la résidence de son père, un policier, et à quelques encablures des écoles maternelle et primaire du Camp Bertaut, qui ont accueilli ses premiers pas vers la longue marche à l'instruction, que ça dure.

Elle est d'ailleurs très reconnaissante vis-à-vis de celui avec qui elle a décidé de partager sa vie. « *J'ai eu mon Probatoire et mon Baccalauréat dans mon foyer. Pour cela, j'ai reçu de mon mari l'encadrement parfait qui m'a conduit sans difficulté au succès attendu* », affirme-t-elle. Mais comment oublier l'autre accompagnement, celui des parents, malgré le départ précoce de la maison familiale ! Elle soutient, pour reconnaitre ce rôle déterminant, que « ces derniers ont toujours mis un point d'honneur sur les études de leurs enfants ».

Femme au foyer ou femme universitaire ? La question ne se pose donc pas pour elle. Christine Maidomwa, épouse Wang, se veut même

précurseur de la nouvelle vision du monde. Un nouvel ordre où la gent féminin serait alors logée aux premières loges. *« Partout dans le monde, les Etats ont amélioré leurs lois en consacrant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Si vous faites aujourd'hui une enquête dans nos institutions universitaires, qu'elles soient publiques ou privées, vous serez étonné de constater que les femmes sont en passe de devenir plus nombreuses. Vous ne me direz donc pas qu'elles font ces longues études pour rentrer se cacher derrière leur cuisine* », argumente-t–elle. Plus qu'une vision. A méditer !

Lazare Kolyang

Nom : MITLASSOU DAITSAWE
Prénoms : Madeleine...
Profession : Journaliste...

Parcours scolaire/ académique :

J'ai fréquenté l'école de la mission catholique de Garoua. D'abord le relais Saint Hubert de la SIL au cours Préparatoire 1. A l'époque, les catholiques avaient dans leurs écoles le CP1 et le CP2. Au cours élémentaire il fallait aller à lécole qui se situe à Yelwa au niveau de la cathédrale. J'étais parmi les privilégiés qui ont été exemptés du CP2 à cause des bons résultats scolaires.

Au plan familial, j'ai eu de la chance d'avoir des parents qui voulaient que « je fréquent ». Mon père nous a beaucoup encouragées au point ou les membres de notre communauté lui disaient qu'il « gâtait » ses filles parce qu'il ne nous envoyait pas en mariage. Heureusement pour ma sœur et moi, nous n'étions pas très bêtes à l'école au point ou lorsque ma sœur a raté le concours d'entrée en 6ème, il n'a pas hésité à l'inscrire au collège privé Lamido Hayatou. Je suis allée en 6ème au CES de Garoua jusqu'en 3ème. Puis au Lycée classique et moderne de Garoua de 1980 à 1984 en série A4 ;

Mon tout premier diplôme est évidemment le CEPE que j'ai obtenu à la session de mars 1975 alors que j'avais à peine 11 ans. Le BEPC intervient en 1980 à l'époque de Monsieur Ndam Njoya. Le probatoire en 1982 puis le baccalauréat en 1984. Le parcours universitaire est un peu ardu entre le ménage et les maternités. J'obtiens néanmoins une licence en Lettres Modernes Françaises, option Allemand, spécialité Littérature Française en 1989.

Parcours professionnel :

1989 est également l'année ou je me présente au concours d'entrée à l'ESSTI. Je sors de cette école en 1992 nantie du Diplôme des Sciences et Techniques de l'Information DSTIC en 1992.

J'entre dans la fonction publique en décembre 1992 au ministère de l'Information et de la Culture. En septembre 1993, je suis nommée chef du bureau des Etats et des Missions diplomatiques à la Direction de la Communication Publique.

En 1997, je réussis au concours d'entrée à l'ESSTIC, Division III pour une spécialisation. J'obtiens le DSSTIC en 1999 en Arts, Culture et Communication. Je reviens à l'ESSTIC en 2003 pour la toute première promotion de l'Unité de Formation Doctorale. J'obtiens le DEA en Sciences de l'Information et de la Communication en 2005. Nous faisions la transition entre l'ancien système et le LMD. Entretemps, je suis nommé d'abord chef de service de la Communication Extérieure en 2000 puis Sous Directeur de l'Analyse, des Etudes et de la Prospective en 2003 au MINCOM. En 2005, je suis nommée Directeur des Etudes du Centre de Formation Professionnelle de l'Audiovisuel de la CRTV.

Je ne peux pas dire que je suis féministe pure. Je n'ai pas eu de combat frontal avec les hommes. J'ai toujours eu pour proche compagnon les hommes. Ayant été très sportive dans ma jeunesse, j'étais toujours en compagnie de garçons puis des hommes. Je crois que s'il ya eu combat, nous nous sommes battus à armes égales. Je n'ai jamais utilisé les maternités encore moins mon statut de femme mariée pour me dérober aux tâches qui m'incombait. J'étais journaliste point. Je ne veux pas dire que les hommes qui étaient sous mes ordres étaient contents d'avoir pour chef une femme ! Il y en a un qui disait à propos de moi, « c'est mon directeur, comme le patron a voulu que je travaille sous les ordres d'une femme, je m'exécute… » C'est tout dire ! On a toujours à faire à ce genre de remarques mais à partir du moment où personne ne pose un acte de nature à entraver votre travail, il faut seulement montrer que l'on est au dessus de tout ça et que vous méritez votre poste.

Dès qu'un homme (honnête) est persuadé que professionnellement vous le dépassez, il vous respecte.

Regard de la société tpuri :

(1) Auparavant, les Tpuri pensaient généralement qu'une femme instruite perd sa

féminité et la pudeur. D'autres pensent que ce sont des prostituées. Mais aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé. Peut-être parce que beaucoup de filles de chez nous ont pu poursuivre leurs études dans le mariage ou alors, qu'elles se sont mariées après. Certains de nos frères disent parfois que celles qui vont à l'école ne pourront épouser que les sudistes.
(2) Avant, les gens de notre communauté estimaient que nous étions perdues. Que mon père faisait « les choses des Blancs ». Une fille qui n'était pas mariée jusqu'à l'âge de 18 ans déshonorait sa famille. Aujourd'hui encore on considère notre famille comme une famille à part.

Nom : MAI-AWE DOMWA
Prénoms. Delphine
Profession : INGENIEUR EN MAINTENANCE INDUSTRIELLE ET PRODUCTIQUE

Parcours scolaire/ académique:
Décrire les premières années de scolarisation
Mes parents me racontent que mon extrême assiduité et envie d'aller à l'école m'amenaient parfois à aller à l'école très tôt le matin alors qu'ils dormaient encore. A leur réveil, les pauvres parents allaient me chercher à l'école (ils me trouvaient assise toute seule dans la cour, entrain de m'amuser) afin de me donner mon bain et mon petit déjeuner pour ensuite me ramener en classe. Pour ne pas risquer que je m'échappe tôt le matin pour l'école, ma mère attendait que je m'endorme le soir pour dissimuler les clés de la porte centrale de la maison.
J'ai été très soutenue par mes parents, en l'occurrence mon père qui ne se fatiguait pas de racheter l'ensemble des fournitures scolaires parfois plusieurs fois pendant la même année. En fait, il m'arrivait fréquemment de me les faire voler ou arracher par des élèves plus grands.

Freins/ difficultés/ encouragement/ découragements
Les seules difficultés que j'ai rencontrées ont été celle d'adaptation dans une nouvelle école. Mon père militaire était amené à se déplacer très souvent pour rejoindre son lieu d'affectation et ces déplacements entrainaient une déstabilisation parfois difficile à gérer.
La pire des déstabilisations que j'ai connues est arrivée lors de l'affectation de mon père de Bafoussam à Maroua en 1984. J'étais au CE2 et nous sommes arrivés à Maroua en milieu d'année après quelques semaines d'interruption de classes. Alors, un jour, il m'est arrivé de faire pipi dans ma robe parce que je n'arrivais pas à demander au maître la permission d'aller aux toilettes. Mais toutes ces difficultés sont ensuite très vite passées.

1ers diplômes
CEPE : 1987 à l'Ecole Publique Groupe 4 de Ngaoundéré ; BEPC (celui que j'ai le plus fêté): 1991 au Lycée Classique et moderne de Ngaoundéré, Probatoire C en 1994 au Lycée Classique et Moderne de Ngaoundéré, Baccalauréat série C en 1996 au Lycée Classique et moderne de Ngaoundéré. Au niveau supérieur, licence EEA (Electronique-Electrotechnique-Automatique) en 2001, Université de Ngaoundéré et enfin Ingénieur Maintenance Industrielle et Productique en 2004 à ENSAI de Ngaoundéré

Parcours professionnel :
En 2005, je suis enseignante de Mécanique et thermodynamique ISTDI de Douala en classe de Licence Professionnelle, parallèlement j'enseigne de Signaux et système à DIT (DOUALA Institute of Technology) de Douala en classes de BTS 1 et 2. Toujours à partir de 2005, je ingénieur d'Affaires/ Responsable Technique à la Société Camerounaise pour l'Equipement et l'Energie (SC2E). A partir de 2007 je suis chef de projet junior à AES SONEL. Depuis 2008, je ingénieur de Génie électrique à la Société Nationale des Hydrocarbures.

Combat féminin parmi la gent masculine
Combat permanent, c'est d'ailleurs devenu une fonction parallèle à tout ce que je fais étant donné que j'évolue dans un milieu où les messieurs sont généralement majoritaires.
Mais les situations les plus compliquées sont arrivées pendant mon expérience d'enseignante dans les instituts universitaires où la plupart de mes étudiants étaient plus âgés que moi. Mais ils ont vite été maîtrisés lorsqu'ils se sont rendus compte que j'avais une parfaite maîtrise de ce que je leur enseignais.
De même, au début de mon expérience d'Ingénieur d'Affaires à SC2E, certains de mes techniciens (toujours plus agés et avec plusieurs années d'expérience) pensaient que j'étais un "Ingénieur de bureau et des papier" et m'ont fait des remarques un peu déplacées. Une fois sur le terrain, ils se sont vite rangés lorsque qu'il

m'arrivait de reprendre une tache mal effectuée ou de réaliser des tâches qu'ils étaient incapables d'exécuter; et ce que ce soit dans une tranchée, au sol, ou en altitude sur un pylône! Donc avec mon travail, je me suis rapidement et jusqu'aujourd'hui, toutes ces personnes qui ont travaillé avec moi me vouent un respect indescriptible.

Tout en restant très stricte et exigeante en matière professionnelle vis à vis de mon équipe de travail, il était fréquent qu'en dehors du chantier, je me transforme en maman, amie, conseillère et parfois confidente lorsque c'est nécessaire.

Avancement / nomination/responsabilité dans un monde d'hommes

Responsable technique chez SC2E
Chef de projet chez AES SONEL

Regard de la société tpuri :

Quelles représentations sociales sur les femmes instruites ? L'instruction c'est la liberté et la vie!
Quel regard la société tpuri a jeté/ jette sur votre famille dont une fille à fréquenté?

La société tpuri est très admirative. Mon père est aujourd'hui très admiré par ses pairs. Et lui aussi est d'ailleurs très très fier de moi.

Notons quand même que pour la plupart de mes frères tpuri, je reste une "curiosité", et pour certains même une femme de moralité approximative, du fait que je vive seule avec mes deux garçons, sans mari.

Nom : TAILE
Prénoms : Agnès
Profession : Journaliste

Parcours scolaire

Les souvenirs de mes premières années de scolarisation restent gravés par mon arrivée au Lycée de Doukoula Kar-Hay en 1989. A 9 ans, je venais alors d'être admise au concours d'entrée en 6ème passé à Kribi où mon feu père a travaillé en tant que greffier en chef. A cette époque, mes camarades de classe et de lycée, mes professeurs et autres responsables pédagogiques ont joué les protecteurs avec des encouragements qui m'ont positivement marqué. Moustique, c'est le surnom qui m'avait été donné à cette époque où j'étais non seulement la plus jeune du lycée mais aussi la plus petite.

Je n'ai pas eu de grandes difficultés pendant mon cursus scolaire. J'ai surtout été encouragée à aller de l'avant par mon entourage (famille et profs.) Je n'avais jamais repris de classe jusqu'en classe de 2nde au lycée bilingue de Domayo où j'ai volontairement décidé d'arrêter d'aller à l'école me laissant envahir par une envie ravageuse de liberté. J'ai dû suivre des cours plus tard enfin obtenir le baccalauréat en candidature libre.

Parcours professionnel

Ma vie professionnelle, je la démarre en 1998 à Maroua par le PAM (Programme Alimentaire Mondial) en tant que chargée de suivi et évaluation d'une distribution de denrée alimentaire à des sinistrés (famine). Une fois ce projet à durée déterminée achevé, je me suis retrouvée une année après à l'école française le Tinguelin à Garoua où j'ai passé 2 années scolaire à travailler en tant qu'assistante maternelle. Harcelée sexuellement par le Directeur de l'école, je décide de démissionner pour ouvrir (avec mes petites économies) un cabaret de musique qui n'aura tenu que quelques mois faute d'expérience en business. En fin 2001, je dépose mes valises à Yaoundé où démarre ma carrière dans la presse. Je passe tour à tour par TBC et Magic Fm (Yaoundé), Sweet FM et Canal 2 (Douala) puis un petit tour en tant que pigiste au quotidien Le Jour.
Ma petite expérience professionnelle m'a permis de jauger la bien grande différence qui existe et existera toujours entre l'homme et la femme mais ô combien complémentaire. Mais dans ma conception d'un quelconque combat à mener pour l'émancipation de la femme, j'avoue avoir du mal à me ranger positionnée entre les hommes et les femmes. Ma perception de la place de la femme est loin de ceux qui pensent qu'elle représente le sexe faible car je ne vois toujours pas comment le « ministère de l'intérieur » peut être confié à des faibles. Selon moi, la femme reste un pilier de la maison et l'homme juste un toit. Les deux se complètent et si combat il y a, je pense qu'il devrait commencer par la sensibilisation de la femme sur la prise de conscience de l'importance de son rôle dans une famille. La majorité des femmes ne le comprend pas ainsi. Elles pensent que l'égalité entre l'homme et la femme signifie « porter le pantalon ». Tant que la femme ne comprendra pas son utilité et ne saura pas en faire bon usage, elle sera toujours à la traîne. Pour y arriver, la femme mérite au même titre que l'homme d'être éduquée et instruite. Ce sont les meilleures armes qui lui permettront de conforter

dans son rôle de pilier de la famille, de la société et de la nation entière.

C'est en tant que Rédacteur en chef à Canal 2 international (Desk Yaoundé) que j'ai démissionné mai 2009 après avoir été la représentante de cette même chaîne dans la partie septentrionale du Cameroun. En Octobre 2009 je reçois le prix « Courage in Journalism Award » par l'IWMF (International Women's Medias Foundation aux Etats Unis d'Amérique. En juillet 2010 le « Distinguished Award for leadership » par CPS (Cameroon Professional society) aux Etats Unis et dernièrement en juin 2011 le prix « Ilaria alpi Unicredit special Prize » par Ilaria Alpi Télévision Journalism Award en Italie.

En février dernier, j'ai crée un site d'information en ligne www.leseptentrion.net , un site web d'information générales à caractère régional.

Regard de la société tpuri

La femme Tupuri en général, qu'elle soit instruite ou non, reste à l'ombre de l'homme. Ce n'est pas plus mal car cela ne lui empêche nullement de s'affirmer en tant que tel et ce dans tous les corps de métier. Le constat est clair pour celle qui ont eu la chance « d'aller loin » dans les études, elles n'ont pratiquement pas de barrières. Ce n'est pas parce qu'elles ne s'exposent pas qu'elles n'existent pas. Ils faut simplement espérer qu'elles se connaissent un peu plus, se liguent et mènent des actions concrètes visant à tirer vers le haut leurs sœurs qui n'ont pas eu les mêmes chances qu'elles.

Je n'ai pas les statistiques mais ma perception de la situation de la fille tpuri appelée « long crayon » est inquiétante dans la mesure où j'ai l'impression que plus on est en vue moins on a les chances d'être prise pour femme. Vous pouvez constater avec moi que la majorité des femmes de tête ont achevé leur cursus scolaire en étant déjà marié, ce qui n'est pas incompatible. En général, celles qui prennent le temps de terminer leurs études et se positionner dans la société, courent le risque de passer pour vielles filles. L'Homme Tupuri en général devrait se passer de cette idée régressive pour encourager ses filles a ne point sacrifier leur Education. Il y va de la prise de conscience des parents qui n'hésitent pas à sacrifier l'instruction de leurs filles (parfois plus intelligentes que les garçons) au profit des garçons ou des mariages précoces.

Personnellement, au risque de choque certains, je n'ai pas envie de savoir ce qu'on pense de moi lorsque j'ai des objectifs à atteindre.

DANWA Marie Pascale

Son combat pour la promotion des droits et devoirs de la femme tpuri reste son cheval de bataille ! Elle aurait pu suivre les traces de ses défunts parents sur le chemin de la politique, avec pour papa, chef du canton Fianga à Douala durant un trentaine d'années et pour maman, militante convaincue des premières heures du MDR dans le Littoral. Mais la jeune dame a vite compris que la politique n'était pas son affaire et s'est engagée de plein pied dans le mouvement associatif en 1996 en créant l'amicale des filles et femmes tpuri du Cameroun dénommée NAAKOSENDA.

Née il y'a une trentaine d'années sur les rives du fleuve Wouri à Douala, Danwa Marie Pascale contrairement à certaines jeunes filles de sa génération n'a pas eu la chance de poursuivre ses études plus loin, parce la crise qui venait de frapper le Cameroun à toucher de plein fouet son papa qui venait d'être retraité par anticipation à cause de la fermeture de la société qui l'employait. Issue d'une famille nombreuse de sept enfants, le papa à plutôt opté pour la scolarisation des garçons aux détriments des filles qui devraient sûrement se trouver un toit chez un mari un jour.

Encouragée par sa défunte, mère la jeune dame se rapproche des responsables de la délégation de la condition féminine du Littoral de l'époque où elle perçoit un fond qui lui permettront de démarrer une activité génératrice de revenues, deux ans plus tard la jeune fille s'inscrit à l'école des infirmiers où elle ressort deux ans plus tard et exerce au service de médecine femmes de l'hôpital Laquintinie de Douala durant 15 mois et plus tard dans un centre de santé de la place.

En 1995, elle fait la connaissance du trimestriel KAARANG et deviendra collaboratrice du journal. De là naît l'envie folle de pratiquer le métier du journalisme. De 1999 à 2004, elle suit les cours de journalisme par correspondance à Educatel International et en ressort en 1995 avec un certificat professionnel en journalisme et exercera de 2005 à 2006 à la rédaction de Canal 2 International à Douala comme reporter et de 2006 à 2008 à Radio SWEET FM, comme reporter et Chef d'édition des journaux parlés avant de quitter la boîte.

Sensibilisée par l'importance des nouvelles Technologies de communication à l'aube du 21ème

siècle, par la Délégation de la Promotion de la Femme et de la Famille du Littoral, elle s'inscrit de juin à novembre 2008 au Centre multimédias de la Mairie de Douala III^{ème} où elle en sort avec un diplôme de fin de formation en secrétariat bureautique avec mention tés bien. Et fournit ses prestation aujourd'hui à l'université de Maroua et plus particulièrement à l'Institut Supérieur du Sahel.

Son combat pour la promotion des droits et devoirs de la femme tpuri, elle le commence en 1996, après avoir été horrifié par le traitement que certaines femmes de notre communauté recevraient et surtout par le regard des autres communautés camerounaises sur la gent féminine tpuri.

« j'étais chaque fois choquée quand à Douala , les autres traitent les femmes tpuri d'analphabètes, de pondeuses des enfants..., quand elles allaient à l'hôpital ou au marché elles faisant l'objet de moqueries et autres insultes, et moi je ne comprenaient pas pourquoi ? Parfois c'était l'attitude de nos frères qui allaient au village prendre des petites filles vraiment naïves et arrivé en ville, celles ci devenaient leur souffre douleur, et c'est de là que le désir de faire quelques choses pour les femmes tpuri est parti ... »

Créé en 1996, et enregistrer officiellement en janvier 1998, à la préfecture du littoral, en association culturelle et engagée, **NAAKOSENDA** à pour objectifs:

- La défense et la promotion des droits et devoirs des filles et femmes tpuri.
- L'émancipation dans la responsabilité des femmes tpuri.
- la lutte contre toute sorte de préjuges visant l'exclusion des femmes.
- la sensibilisation de la communauté tpuri sur les problèmes sociaux.
- L'initiation des projets communautaires par les femmes.
- La promotion de l'éducation des filles.

NAAKOSENDA voudrait avec pour but ultime présenter une image plus positive de la femme tpuri au sein de la société camerounaise et à travers le monde. Certes le combat n'est pas facile pour la combattante mais elles y croient fort. «Vous savez tous le monde ne peut pas voir de bon œil, le combat que je mène pour les femmes de notre communauté, certaines me prennent comme une perturbatrice des us et coutumes tpuri, mais je tiens fort et crois dur d'ailleurs, et un jour l'histoire me donnera raison».

Entre méfiances des uns, et soutien des autres la jeune dame continu à mener ses activités, avec le concours des sœurs qui se sont associées à elle.

De 1996 à 2008, entre causeries éducatives, séminaires et ateliers de formation, activités culturelles, activités sociale, NAAKOSENDA se fraie un chemin et offre au grand public de la capitale économie en 2009 la première édition de la semaine de la femme tpuri, occasion de présenter au public de Douala, le savoir faire des femmes tpuri. Et c'est l'émoi totale au sein de la communauté tpuir de Douala, et les environs, des encouragements par ci et là des jaloux de l'autre coté.

Pour les membres de l'association et sa présidente, les choses ne font que commencées pour elle. «Nous sommes convaincus que l'histoire des femmes tpuri s'écrira par notre association » déclare madame la présidente qui s'apprêter à célébrer la troisième édition de la semaine de femme tpuri du 26 novembre au 03 décembre 2011 à Maroua sous le thème : **femme comme actrice de développement au sein de la communauté tpuri**

Nom: DAIFERLE
Prénoms: SILVIE
Profession: Ingénieur des Industries Agro alimentaires

Parcours scolaire/ académique:

Décrire les premières années de scolarisation

J'ai fait mes premiers pas à l'Ecole Maternelle de Zokok à Maroua pas loin du Palais de Justice, le primaire à l'Ecole Publique de Domayo et le secondaire au Lycée de Maroua Domayo de la 6^{ième} en 2nde et suite à l'affectation des parents à Ngaoundéré en 1999, je suis allée finir le secondaire au Lycée Classique et Moderne de Ngaoundéré. Le fait que j'ai quitté mes amies de façon brusque m'a beaucoup affecté et cela s'est répercuté sur mes études car la classe je l'ai repris et je pense que cela était du au changement du milieu.

Après l'obtention de mon baccalauréat en 2000, j'ai opté pour la filière biologie à l'Université de Ngaoundéré où j'ai obtenue ma Licence en Biologie et Physiologie Animale. Par la suite, avec ma licence j'ai fait le concours d'entrée à l'ENSAI (l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agro-

industrielles) de l'université de Ngaoundéré où j'ai passé trois ans.

Freins/ difficultés/ encouragement/ découragements

Le passage du rythme de travail en faculté et celui dans une école d'ingénierie est très différent ; Ce qui fait j'ai eu beaucoup de difficultés à m'adapter dans cette école. Ma première année a été très difficile ensuite on fini par s'adapter.

Parcours professionnel :

Juste après ma licence j'ai fait le concours d'entrée à l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agro-Industrielles de l'Université de Ngaoundéré.
Comme tout camerounais il n'est pas facile de trouver du boulot après ses études. Alors après un an et demi de chômage, SITRON m'a appelé pour un entretien et c'est ainsi que j'ai été retenu le 01 septembre 2009. Depuis cette date jusqu'à ce jour je travaille dans la structure.

Combat féminin parmi la gente masculine

Pour tout vous dire, je n'ai pas vraiment connu de combat avec les garçons bien que nous filles nous pas nombreuses en classe.

Avancement/nomination/responsabilité dans un monde d'hommes

Pour le moment je suis encore dans mes premiers pas te si Dieu le veut cela arrivera.

Regard de la société tpuri :

De nos jours, on retrouve les femmes dans tous les domaines de travail. Je pense que les parents ont maintenant compris que la fille doit fréquenter. Et une parenthèse ***《les hommes de nos jours veulent avoir pour femmes celles qui ont fréquenté ≫***
Quel regard la société tpuri a jeté/ jette sur votre famille dont une fille qui à fréquenté?

Vous savez que la globalisation touche tout le monde et pourquoi la société tpuri ne sera pas dans le train. J'ai même l'impression que les filles tpuri vont dans les études plus que les garçons de nos jours.

Nom et Prénoms : Dadaï epse Kolyang Cathérine

C'était une chance pour moi d'avoir un papa engagé pour la scolarisation de tous ses enfants, sans distinction de sexe. Il a été mon bouclier tout le long de mon parcours scolaire. Il était à la fois le père, le répétiteur, le conseiller. Étant faible en calcul, il m'a aidé à surmontant ces difficultés par des cours à la maison. Ma maman, étant analphabète, essayait de prendre le relais lorsqu'il était de service (garde). Mais je ne pouvais pas à mon bas âge (entre 8 et 9) comprendre ses explications en tpuri et surtout les chiffres à additionner, diviser, multiplier, soustraire et les traduire en français. Une gymnastique à ne pas décrire !!! Je me retrouvais avec des devoirs faits mais les réponses traduites du tpuri en français étaient différentes comme le jour et la nuit. Elle avait la ferme volonté de me soutenir! Et je la perds à l'âge de 11 ans lorsque j'étais en classe de CM1. Un gros désespoir ! J'en ai des séquelles jusqu'aujourd'hui. Le mot maman est devenu depuis son décès tabou pour moi.
Je rends grâce au bon Dieu d'avoir mis un papa compréhensif sur mon chemin jusqu'à l'obtention du BAC. Je décide de ma marier en 1993 et le bon Dieu me mets toujours entre les mains d'un mari aussi très engagé pour la promotion de la femme et le développement durable. Je continue ainsi mes études universitaires.
Ces deux êtres humains ont fait de leur mieux pour que je devienne celle que je suis aujourd'hui. L'un a commencé et l'autre a achevé. Qu'ils aient ici l'expression de ma gratitude.

Les premier diplômes sont acquis ou mieux conquis en Juin 1986 pour le **CEPE,** 1989 pour le **BEPC**, 1991 pour **Probatoire et** en 1992 pour le **Baccalauréat A4 All.** Après deux années **p**assées à Université de Yaoundé I, nous sommes allés en Allemagne poursuivre nos études des Sciences Sociales (Département de Pédagogie Sociale/Assistance Sociale) de 1994 à 1999 clôturées par un **Diplôme d'Etat en Pédagogie Sociale/Assistance Sociale en 1999.**
Depuis le 15/11/99 nous sommes Directrice du Saare Tabitha, Centre de Promotion Sociale des Filles de Maroua (Œuvre Sociale Privée de l'Union des Eglises Baptistes du Cameroun)

Parcours professionnel

Après mes études en Allemagne je suis rentrée au Cameroun dans le programme de réintégration des étudiant(e)s étrangers/étrangères. L'envoie du Personnel est assuré par le Service Allemand d'Outre-mer à l'époque. Les finissant (e)s sont ainsi envoyé(e)s dans des projets de

développement. J'occupe le poste de Directrice depuis lors. Le Centre Saare Tabitha forme les jeunes filles et femmes qui n'ont pas eu la chance d'aller loin avec l'école. Elles sont formées pour deux à trois ans et peuvent ainsi soit s'installer directement à leur propre compte, soit repartir au CETIC afin de continuer. Une occasion pour moi de venir en aide à mes sœurs qui n'ont pas eu les mêmes chances que moi.

Combat féminin parmi la gent masculine

Il sera difficile que quelqu'un vous cède sa chaise. Le combat féminin reste un calvaire, surtout lorsque c'est un poste de décision. En Afrique nous avons tendance à confondre et mélanger la tradition avec la profession. Une femme ne doit pas parler devant les Hommes, une femme ne doit pas faire telle ou telle chose. La scolarisation est un droit pour tout le monde, et la profession aussi. Lorsqu'une partie de l'humanité est exclue à des postes clés pour une raison qui n'a pas sa raison d'être, c'est qu'il y a problème. Je pense que le bon Dieu n'a pas créé la gent féminine pour ***être*** des sous-hommes ou bien des éternelles subalternes.

Avancement/nomination/responsabilité dans un monde d'hommes

La responsabilité dans un monde d'homme n'est pas du tout facile à digérer. La femme est en permanence en train de prouver qu'elle est à la hauteur du poste, ce qui n'est par contre pas attendu de son collègue homme.

Regard de la société Tpuri

C'est avec la création de l'Université de Maroua ayant à ses côtés l'ENS et ISS que nous voyons sortir de tous les coins nos sœurs. Elles étaient comme enfermées dans cellules qui ne disent pas leurs noms. Les femmes instruites Tpuri ne peuvent pas être en grand nombre puisque l'école n'était réservée qu'aux enfants garçons

Techniques et Technologies

Les comités de développement (CD) : moteurs ou freins au développement en pays tpuri : de 1980 à nos jours

Dr. Jean KOULANDI
Social Anthropologist
en collaboration avec Jean Paul BALGA (enseignant à l'ENS de MAROUA)

Au milieu des années 1980, alors que la liberté d'association était toujours interdite au Cameroun, et sous l'impulsion des Eglises chrétiennes et de certaines ONG camerounaises et étrangères à savoir : le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD), le Comité Diocésain de Développement (CDD), la Société Néerlandaise de Développement (SNV), le Service Allemand de Développement (DED), the United States International for Development (USAID) etc., le **concept de développement « entre » chez les Tupuri.** Aussitôt, certaines élites captent le message. A partir de **1986/1987**, elles créèrent partout dans les chefs-lieux des cantons, voire dans certains grands lawanats, des **CD**. Alors que les Eglises et les ONG procédaient par la base, en se focalisant d'abord sur leurs fidèles chrétiens et les paysans, les 'élites' quant à elles commencèrent par le sommet, se focalisant avant tout sur les salariés certes fils du terroir, mais vivant pour la plupart dans des centres urbains[6], et dont les plus proches de nos villages se situent à quelques centaines de kilomètres. Elles créèrent partout des caisses de cotisation, et s'engagèrent à contribuer à la création des établissements scolaires primaires et secondaires. Elles s'engagèrent même à contribuer au fonctionnement de ces établissements, c'est-à-dire à suppléer à l'Etat dans son rôle régalien de recruter et de payer les enseignants. Mais bientôt, les CD chez les Tupuri ne tardèrent pas, comme partout ailleurs au Cameroun, à se transformer dans un premier temps, en forums de **fête**, puis dans une seconde étape, en forums **politiciens.** Très rapidement, les **réflexions utiles** au départ furent reléguées au second rang, pour faire place à la **bouffe**, à la **boisson**, au **sexe** et à d'autres **jouissances futiles**. Puis et cela dès l'installation du **multipartisme en 1990**, des **joutes oratoires** prirent **entièrement** ou **partiellement**, le relai des **débats constructifs.** La crise économique annoncée dès **1986** par l'une des voix les plus autorisées du pays à savoir, le Président de la République lui-même, s'installa aussi durablement. Bientôt, les salariés s'essoufflèrent alors même que les Eglises et les paysans étaient déjà marginalisés, et les recettes des CD diminuèrent. Où avons-nous posé des actes allant dans le sens du développement? Où avons-nous dérapé? Que pouvons-nous faire, maintenant que la politique s'est révélée à beaucoup d'entre nous, comme une illusion, pour réorienter nos actions? Dans ce modeste document, nous nous proposons de faire quelques bilans des comités de développement créés en pays tpuri depuis 1987 à 2011, en recentrant les débats sur les notions de **comité** et de **développement**. Cette étude doit nous permettre de marquer le pas, pour faire notre introspection, notre autocritique, et reprendre à notre propre compte les formules suivantes : « **voir, juger, agir** ».

I. NOTIONS DE COMITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT CHEZ LES TUPURI

Notion de *comité*

Qu'est-ce qu'un comité ? Selon le Petit Larousse illustré de 1992, c'est un mot qui vient de l'anglais *committee* signifiant un groupe restreint de personnes choisies ou élues par une assemblée pour leur compétence, pour réfléchir sur une question ou sur un problème en vue de prendre une décision sur l'action à entreprendre. Comment peut-on traduire ou rendre cette idée de comité en tupuri?

-**Jar po wo rapbé** (quelques personnes un peu)
-**Jar ma de ti po wo rapb ma Боо faare wããré** (quelques personnes un peu qui avec la tête pour envoyer le contraire de la parole).
-**Jar po wo rapb ma wããré sé tá'a** (quelques personnes un peu qui parlent sans presser le corps).
-**Jar po wo rapb magá tém wo de wããré ga** (quelques personnes un peu qui ne pressent pas la parole).

En clair, un comité n'est pas la foule. C'est un groupe restreint de personnes qui reçoivent un mandat pour réfléchir sur des problèmes, les discuter, et prendre une ou des décisions, en vue d'une ou des actions. C'est surtout un groupe de sages personnes, et spirituellement posées.

6 Le pays tpuri reste dans son ensemble et ce jusqu'à ce jour en 2011, une immense région rurale, si l'on excepte quelques noyaux urbains tels que Doukoula, Tchatibali, Djiglao, Touloum et Fianga et Tikem au Tchad.

1.2 Qu'est-ce que le développement et que signifie-t-il dans l'entendement tupuri ?

En termes très simplifiés, le développement est un processus permanent d'amélioration par l'homme, des « choses que Dieu a données à l'état naturel sur la terre, pour lui permettre d'exister, et aussi aux animaux et aux autres êtres d'exister ». Pour exister, l'être humain doit :

- à chaque seconde respirer de l'air;
- boire de l'eau au moins un litre par jour;
- manger au moins une fois par jour ;
- s'abriter sous un toit contre les intempéries ;
- dormir au moins 3 heures par nuit ;
- se laver au moins une fois par jour ;
- se vêtir ; se soigner ;
- apprendre et se cultiver intellectuellement, psychologiquement, etc.

En dehors de l'air qui existe encore abondamment à l'état pur, tous les autres éléments de la nature subissent une ou plusieurs transformations de la part de l'homme, avant d'être consommés. En tupuri, on dit ***ũigi*** ou ***knège fęęre. Ũigi*** (réparer), ***knège*** (bien arranger) et ***yag-ge tchiŋ*** (pousser vers le haut) sont trois notions qui peuvent traduire le concept de développement. La phrase tupuri **« *ũigi fęęre magá jón wo diel né jé tábaý wo de horok wo de koorè wo sé* »** peut se traduire par : *faire bien* ou *arranger bien les choses pour le bien-être des humains, des animaux et des plantes*.

1.3 L'exemple de l'eau

Si l'on prend l'exemple de **l'eau,** « Dieu a donné cet élément sous la forme des pluies ». Lorsque les pluies tombent, une partie de cette eau coule dans les bas-fonds, les mares, les rivières et les fleuves, une autre partie s'infiltre dans la terre, et une autre partie s'évapore. Comme les animaux, l'homme peut boire l'eau des mares et des rivières, mais elle n'est pas propre. L'homme peut creuser un puits pour capter l'eau souterraine, mais celle-ci n'est pas toujours propre à 100%. Pour obtenir de l'eau propre que l'on appelle eau potable, il faut beaucoup de travail. Depuis l'indépendance, les puits améliorés et les forages ont été multipliés en grand nombre, et la majorité de la population rurale a accès à une eau de plus en plus améliorée, et les maladies provenant de l'eau sale ont aussi disparu ou diminué. Les populations souffrent de moins en moins de la rate, de ver de Guinée et d'autres maladies liées à l'eau.

Développer quelque chose peut aussi se dire :
- **ũigi si´ri** (développer un territoire, un pays)
- **ũigi ngèlé** (nettoyer un endroit, une place)
- **ũigi tiŋ** (bien construire la case, la maison)
- **ũigi rege** (bien préparer la nourriture)
- **ũigi hoóge sé** (s'occuper de son corps)
- **ũigi** ou **knège fe´n joô** (parer pour la danse)
- **ũigi tiŋ kákré** (bien contruire un poulailler)
- **ũigi tiŋ fiirí** (bien construire une bergerie)
- **ũigi kaó da`y** (bien construire l'enclos pour les boeufs).

Quelques synonymes :
- **knège** (arranger bien, réparer)
- **yag-ge tchiŋ** (monter « en haut »)
- **kolge** (changer)
- **geège** (grandir)
- **wooge** (embellir)
- **jaoge** (grandir en beauté)

Cet effort de définition a pour but de nous montrer les difficultés à définir ou à render l'idée de **comité** et de **développement** dans la pensée traditionnelle tupuri. Dans l'entendement de l'homme Tupuri, les réunions de comités de développement sont est un grand rassemblement, lequel rassemblement doit se transformer en une fête. En fait, c'est une fête.

1.4 Rassemblements traditionnels en vue d'un développement chez les Tupuri

Existe-il dans notre tradition, des rassemblements qui seraient assimilables à des réunions de comité de développement ? L'organisation collective des travaux champêtres, certains rassemblements culturels, et socio-économiques comme les marchés hebdomadaires peuvent être assimilés à des forums de développement. Bien que les paysans ne mettent pas encore en commun des liquidités, ils mettent néanmoins ensemble, leurs forces physiques, la nourriture, et de plus en plus la boisson (le bili-bili).

1.4.1 Organisation collective des travaux champêtres

Les rassemblements traditionnels en vue d'un développement sont institutionnalisés. Les habitants d'un quartier du village se rassemblent pour creuser un puits, pour soulever un toit, pour l'entraide dans les travaux champêtres (*torlá*), etc. Ils peuvent aussi se rassembler pour des activités sociales ou culturelles comme le *tchooge* (cérémonie annuelle de fin d'année) ou le *jak kao* ou *jak gurna* où l'on y discute des affaires culturelles. D'autres rassemblements sont de circonstance comme le mariage (*dage woin*).

1.4.2 Rassemblements culturels

Les grands rassemblements chez les Tupuri ne sont pas des rencontres de débats d'idées, ou des discussions sur des problèmes, mais des manifestations culturelles, ou rituelles. Un deuil entraîne un grand rassemblement de lamentations, si c'est une personne encore jeune. Il devient un rassemblement de fête et des réjouissances si c'est une personne âgée. Les funérailles des personnes âgées mobilisent des grandes foules, où les groupes de danseurs gurna rivalisent d'ardeur, véritable compétition au même titre que la lutte traditionnelle, ou un match de football aujourd'hui.

1.4.3 Rassemblements socio-économiques : les marchés hebdomadaires

Phénomènes récents chez les Tupuri (à peine 70 ans d'existence), les marchés hebdomadaires ont plutôt un caractère social qu'économique : la plupart des Tupuri vont au marché pour se détendre (***ndi wo ti lumo konené***, ce qui veut dire : je vais au marché pour voir, rencontrer les yeux), alors que le commerçant Fulbé ou Bornouan dit : ***mi yaha nyãama lumo*** (je vais manger, ou gagner qlch au marché) On note cependant aujourd'hui quelques jeunes Tupuri qui découvrent le côté économique du marché, et ils y entrent avec succès.

II. RASSEMBLEMENTS TRADITIONNELS ET COMITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Les rassemblements traditionnels en vue d'un développement n'ont pas une envergure trop grande. Au contraire, ils sont restreints et se situent au niveau de quartier d'un village. On se réunit pour résoudre le problème d'eau pour le bétail en creusant un puits, pour l'entraide le torlá. Il y a aussi des réunions culturelles : aller apprendre une chanson satirique composée dans un village lointain, des réunions pour des compétitions culturelles. Les réunions des comités de développement des cantons ont une envergure trop grande. Manipulées par les salariés vivant pour la plupart hors des villages, ces réunions ont du mal à rester des forums de réflexion. Au contraire, elles tendent à se mouler, elles se moulent déjà dans les funérailles. Comme les funérailles, elles sont aussi instituées les samedis. Diluées dans les funérailles, elles ne sont plus des forums de réflexions.

2.1 Réunions des CD ou rassemblement de "Monsieur tout le monde" et joutes oratoires

A titre de comparaison, on peut dire que l'institution traditionnelle du **gurna** était un comité de développement, car toutes les forces vives se trouvaient dans cette institution. Par conséquent, toute décision pour une action collective émanait du **gurna.** Pour conduire de petites actions, la communauté s'adressait aux jeunes gens du **gurna fiiri**´ (gurna de chèvres), de 12 à 19 ans, alors que les actions de grandes envergures étaient conduites par les jeunes de **gurna day** (gurna de vaches), de 20 ans et plus.

Les assemblées de CD se composent de "Monsieur tout le monde": de jeunes fonctionnaires à qui "Dieu vient de retirer la houe", symbole de la souffrance et de la misère rurales, et qui se trouvent tout d'un coup dans le paradis terrestre avec un autre Dieu appelé "salaire mensuel garanti"; des cadres moyens et supérieurs avec la conviction de détenir à la fois le pouvoir du savoir, et celui de l'argent; de jeunes femmes ayant préparé un bon **bili-bili**, et rêvant de faire de bonnes recettes, pourvu que la réunion s'arrête vite; des paysans ayant abandonné leurs tâches quotidiennes pour venir écouter les discours de leurs fils venus spécialement leur parler du développement; enfin des enfants très curieux de découvrir qui est qui dans ces forums, jouent partout dans la cour du site de la réunion.

2.2 Ouverture des débats

Dès les premiers discours d'ouverture, le président de séance, le président du comité, et le secrétaire général annoncent les couleurs des empoignades. Bientôt, l'assemblée se transforme en non-assemblée; on se livre une bataille des mots, le plus souvent par des attaques personnelles. Evidemment, le gagnant est celui qui saura placer les mots choc, obligeant l'adversaire à la réserve, ou à se taire pour sauver l'essentiel**. "Wé jooh ko´ ké ga" (un danseur ne regarde pas-ou ne félicite pas un autre danseur).** L'acte de réfléchir est ainsi assimilé à un simple mouvement de danse. Ces attitudes néfastes, ancrées dans un fonds culturel, continuent de miner toutes les réunions Tupuri.

2.3 'Elites' abandonnées à elles mêmes par les paysans durant les réunions de CD

Les paysans de plus en plus, trouvent stériles les débats de leurs élites durant les réunions de CD. Marginalisés dans ces forums, ils ont le sentiment de perdre leur temps. Ils n'hésitent plus à boycotter ces forums. Les 'élites' venant des villes et de loin, se retrouvent seules entre elles, alors qu'elles ont la ferme conviction de 'réfléchir', de travailler et de poser des actes pour leurs parents villageois.

En décidant d'étudier les actions entreprises par les CD depuis deux décennies, nous voulons en fait succinctement étudier ces actions, en espérant qu'elles nous permettront de marquer le pas, pour faire notre propre autocritique, afin de « **voir, juger et agir** ».

Etude de l'impact des ONG locales et internationales au Nord Cameroun.

Kolyang Dina Taïwé, Solène Clavel, Nikolas Klaus, Sylvi Rzepka et Kerstin Nolte

CDE-SAARE Maroua

A. L'impact

Comment mesurer les impacts sur le développement ?

Le mot « développement » pose problèmes.

Le développement répond à des valeurs considérées comme universelles : progrès, rationalité, maîtrise de la nature… devant mener à la croissance économique.

De plus, comment mesurer le développement ? La définition et les indicateurs de l'IDH (L'indice de développement humain) présentent les difficultés suivantes :

- L'IDH ne nous est pas apparu comme un instrument de mesure du bien-être pertinent.
- Ses indicateurs ne sont pas à notre porté.
- Une étude en termes d'impacts aurait supposé la comparaison de ces mêmes indicateurs à deux dates données, or nous ne disposions pas de données chiffrés relatives à notre période d'étude.

Refusant le « développement » comme une fin en soi, et ses indicateurs comme les critères universels du bonheur, nous avons choisi d'orienter notre étude vers la « base ».

Qui mieux que les cibles elles-mêmes peuvent définir les indicateurs de leur bien-être ? Nous avons donc écarté le terme développement pour nous intéresser au résultat de deux projets.

Cette démarche nous a parallèlement permis de nous questionner de manière plus globale sur les finalités du travail mené par les ONG.

B. Difficultés techniques

(1) Un manque d'informations chiffrées

Pour la collecte des données analytiques, nous avons contacté les administrations ayant des rapports avec les ONG et OSC, en l'occurrence les différents services décentralisés des ministères et la préfecture du Diamaré. Toutefois, et malgré une autorisation d'accès aux archives, nous avons dû constater un manque d'informations statistiques et de données chiffrées relatives à note domaine d'étude. De plus, les responsables des administrations ou institutions étaient régulièrement absents ou indisponibles.

Lorsque des informations nous ont été fournies, nous avons en outre constaté leur non tenue ou non complétude, ainsi que la non harmonisation des concepts et définitions utilisés dans les différentes enquêtes

C'est pourquoi nous avons préféré nous appuyer sur des témoignages.

(2) Un manque de fiabilité

Nombre de données ne sont pas exploitables du fait de leur manque de fiabilité.

Les ONG/OSC sont en permanence à la recherche de financements et de potentiels bailleurs de fonds ; ce qui amène certains responsables d'OSC à fournir des informations pour donner l'impression que leurs structures sont opérationnelles et efficaces, alors que très souvent la réalité est toute autre.

De ce fait, il était primordial de descendre sur le terrain et de ne pas nous en tenir aux seuls dires des responsables de ces organisations. Si nous nous sommes déplacés vers chacune des 12 ONG officiellement reconnus (dont 2 organisations religieuses et 2 ONG nationales), nous ne pouvions toutefois pas rencontrer la centaine d'OSC présentes à Maroua (à elle seule la GTZ compte 68 prestataires de service).

(3) Un manque d'exhaustivité

Une autre difficulté tient à l'absence d'une liste officielle ou d'un document de recensement des ONG. La seule liste des associations aurait faussé l'analyse du fait de la multiplicité des acteurs regroupés sous ce terme et du caractère fictif d'un certain nombre d'entre elles.

Bien que le principe de triangulation permette de repérer assez rapidement les principales ONG/OSC actives dans la région, l'idéal aurait été de réaliser une liste exhaustive et une classification des différentes organisations en activité, ce qui n'était pas possible par manque de temps.

Ainsi, même si l'observation est sujette à subjectivité, notre étude porte sur des informations tirées de témoignages et lectures. L'analyse est donc qualitative, quoique nous soyons conscients du fait que des chiffres et statistiques paraissent souvent plus crédibles. Mais pour toutes les raisons citées précédemment (l'absence d'informations fiables, exhaustives ou officielle), nous justifions et assumons notre choix.

(4) Pertinence

Finalement notre étude n'est qu'une interprétation du fonctionnement et de la perception des ONG à travers nos yeux d'européens. Même en étant conscients des différences interculturelles, nos observations restent

influencées par notre système de valeurs, qui reste point de référence.
Ainsi, même si l'observation est sujette à subjectivité, notre étude porte sur des informations tirées de témoignages et lectures. Nous avons alors tenté de comprendre la perception qu'ont les populations bénéficiaires du travail des ONG/OSC. Toutefois, la communication se trouve biaisée par l´interculturel, et par le fait que nous soyons blancs. Les personnes interrogées sur leurs satisfactions répondront souvent avec l´image du blanc comme bailleurs, et donc avec l´espoir que nous puissions etre des financeurs potentiels.
L'analyse est donc qualitative, quoique nous soyons conscients du fait que des chiffres et statistiques paraissent souvent plus crédibles. Mais pour toutes les raisons citées précédemment (l'absence d'informations fiables, exhaustives ou officielle), nous justifions et assumons notre choix.

C. Observations

1. Les ONG, un apport économique dans la ville de Maroua

La conséquence la plus visible de la présence des ONG dans la région s'observe à travers les transferts d'argent en résultant. Nous avons vu qu'aujourd'hui les projets n'étaient plus constitués d'un transfert d'argent de l'ONG aux bénéficiaires. La somme allouée au projet se partage entre les multiples prestataires,
- Des employés : des experts, chauffeurs, administration, formateurs, sous-traitants…
- Aux achats matériels nécessaires aux bon déroulement du projets : Biens importés (véhicules, ordinateurs…) ou biens locaux (fournitures, essence, consommation directe ou indirecte des employés).

Les ONG créaient ainsi une richesse au niveau local, profitant plus ou moins directement, à un assez grand nombre d'acteurs.
L'impact principal se trouve donc selon nous dans les transferts d'argent enrichissants les acteurs plus ou moins éloignés de la chaine d'exécution des projets.
Il est impossible de séparer la part du budget consacrée au fonctionnement, et la part consacrée au projet. Les sommes allouées sont globales, et nombre d'ONG locales ne fonctionnent qu'à travers les financements projets.
Nous avons toutefois estimé qu´environ 10 % du budget d´une ONG est consacré au fonctionnement. Nous avons vu précédemment les multiples étapes de réalisation des projets. Ceci explique la diffusion des fonds et leur répartition entre une multiplicité d'acteurs.
Nous avons aussi été confrontés à la difficulté de connaitre les budgets exacts des projets.
Finalement :
⇨ Les ONG, plus que des acteurs dans des projets concrets, représentent aujourd`hui un marché de l'emploi avec une professionnalisation des acteurs. Il existe d'ailleurs depuis peu à Maroua un Master en *sciences sociales et développement*.

⇨ Les ONG jouent un rôle important comme employeurs a Maroua. Outre les employés directs, il y a aussi les nombreux prestataires de service, fournisseurs divers…

Nous avons aussi observé que les employés utilisaient les salaires surtout pour la consommation, peu d'épargne, pas d'investissement, ce qui contribue à la dynamisation de l´économie locale.
Il serait donc difficile d´imaginer les impacs d´un retrait des financements, à la vue du nombre d´employés directs des ONG et OCS, du nombre d´acteurs dépendant de leur fonctionnement

2. Encouragement au regroupement

Les nouvelles méthodes de travail des ONG, l'utilisation de prestataires choisis par appels d'offre, fais voir le jour à de nombreuses associations, GIC ou autre regroupements de la « société civiles », constitués souvent pour capter les financements disponibles.
Nous n'avons pas non plus de chiffres précis, mais pouvons affirmer que leur nombre a augmenté de façon exponentielle depuis la libéralisation du secteur en 1990.
Les ONG ont donc encouragé le regroupement.
Les conséquences de ces regroupements sont encore une fois difficilement mesurables :
• Y a-t'il une meilleure conscience ou défense des intérêts et droits individuels?
• Promotion de la femme?
• Hausse de la conscience de groupe, conscience politique?

Nous ne pouvons apporter de réponse claire à ses questions.
Nous avons toutefois observé que le travail était surtout une source de revenus. Une employée d'ONG Nationale parle d'une « entreprise comme celle-ci » pour définir son ONG.
L'encouragement au regroupement a en outre fait naître de nombreuses organisations de femmes (GIC Avenir Femmes) ou de jeunes, qui sont devenus des partenaires privilégiés pour les ONGI à la recherche de relais locaux. Il nous est toutefois impossible de chiffrer cette évolution.
Si ces regroupements ne se traduisent pas directement pas une modification de la structure sociale et du paysage politique (la question reste ouverte), ils constituent indéniablement de nouveaux espaces à l'intérieure desquels s'exerce une solidarité et un échange d'information.

Etude et impact de l'économie solidaire à travers les groupements d'économie solidaire

Kolyang Dina Taïwé, Solène Clavel, Nikolas Klaus, Sylvi Rzepka et Kerstin Nolte

CDE-SAARE Maroua

Le terme « économie solidaire » est une composition des mots « économie » et « solidaire ». L'économie est décrite comme un système pour la satisfaction des besoins humains, la solidarité est « une action bienfaisante à laquelle des hommes se sentent tenus à l'endroit d'autres hommes » De manière générale, l'économie solidaire qualifie toutes les formes d'économies avec des objectifs sociaux, démocratiques et écologiques. La majorité des projets qui traitent d'une manière pratique ou théorétique, des concepts d'économie solidaire, se trouve en Amérique latin et en Europe. Les idées de base de ces projets sont en générales critique à l'égard des concepts néolibéraux, et reposent sur les concepts de solidarité, de soutien entre les structures et ont des objectifs sociaux et écologiques. En Allemagne un groupe de scientifique a fait une étude sur les structures d'économie solidaire. Ainsi, ils ont crée des critères suivants pour identifier ces structures :

- **Auto organisation** : propriété commune avec une prise de décision démocratique
- **Ecologique :** sensibilisation, utilisation de ressources naturelles, objectifs écologique.
- **Coopération** : Partage de ressources avec des autres structures. De cette manière il se développe plusieurs réseaux d'économie solidaire.
- **Economique :** Pour ces structures il est obligatoire de constituer une entreprise et non une organisation à but non lucratif.
- **Orientation au bonheur de tous:** Engagement pour l'augmentation des conditions de vie de chacun.
- Des structures d'économie solidaire sont par exemple : Sociétés coopératives de production, Des associations d'entraide, Banques de micro finance, Entreprises autos organisées, Projets Open Source …

En plus, l'économie solidaire est caractérisée par des principes d'égalités entre les genres, de solidarité entre les générations, de lutte contre l'exclusion des personnes désavantagées socialement, etc. Dans ce contexte global, la solidarité internationale et le commerce équitable sont des aspects importants de l'économie solidaire. D'un autre coté, il faut ajouter que des structures d'économie solidaire ne doivent pas être une porte ouverte à une passivité des états, principalement au niveau des engagements sociaux.

Tontine

Définitions de la tontine rotative :

Les participants d'une tontine s'engagent à verser une somme prédéterminée à une fréquence donnée. Pour chaque tour de versement, un des participants est désigné pour être le bénéficiaire des fonds des autres participants. Deux modes de désignation du bénéficiaire existent: soit il y a tirage au sort avant chaque versement, soit le tirage au sort est fait une seule fois au début du cycle et les participants bénéficient des versements en fonction du numéro qu'ils ont tiré au sort. Lorsque tous les participants ont été bénéficiaires des fonds une fois, le cycle de la tontine est terminé. A la fin du cycle (quand tous les participants ont déjà reçu les versements) un nouveau cycle est généralement entamé. Pour le premier bénéficiaire, la tontine s'apparente à un crédit. Pour le dernier participant, la tontine s'apparente à une épargne

Dans sa forme la plus simple, la tontine réunit quelques membres (15 ou 20) se connaissant bien, souvent des voisins, des collègues de travail…et l'adhésion est généralement volontaire. Selon J.R. ESSOMBE EDIMO, la tontine répond aux besoins économiques des personnes à revenus modestes et aux exigences de la performance financière. Ce système résout le problème de « caution » car elle ne regroupe que des membres qui se font mutuellement confiance, une personne ne remboursant pas risquant de perdre sa crédibilité sociale.

On ne peut cependant pas généraliser le fonctionnement des tontines, en effet, chaque tontine est un peu différente et s'adapte à l'environnement et aux besoins des membres. Ainsi, les tontines mettent généralement en place des caisses de solidarité auxquelles les membres cotisent et les fonds servent à aider les personnes en cas de problèmes.

Les tontines revivent aujourd'hui dans un contexte où les banques refusent d'intervenir. Des groupes d'amis, voisins ou collègues peuvent se constituer afin de proposer, sur la base de la confiance, des aides à chacun des membres : les cotisations des membres et les remboursements permettent de financer les projets suivants. Ce système est possible car il y a de vraies relations sociales. Dans des contextes plus individualisés, ce sont les organismes de microcrédit qui prennent le relais.

GIC (d'après la Loi N°92/006 du 14 août 1992)

Un GIC ou Groupement d'Initiative Commune, est une organisation qui regroupe des personnes ayant les mêmes intérêts. Il doit mener une ou plusieurs activités économiques permises par la loi. Ces activités économiques sont accompagnées par des aspects sociaux. Ses membres se regroupent librement. Ils réalisent alors des activités communes par l'intermédiaire de leur groupe.

Un GIC peut être créé pour plusieurs formes d'activités, par exemple, cultiver des champs, vendre des produits, conserver des récoltes, etc.

Pour constituer un GIC il faut être au moins cinq personnes. Ces personnes membres se réunissent au cours d'une assemblée qui décide de la naissance du GIC. Le GIC agit au nom de ses membres. Il adopte librement ses statuts mais ces statuts doivent être écrits.

Le groupe d'initiative commune existe officiellement quand le service du registre des sociétés coopératives et des GIC

Contexte

Les Groupements d'Intérêt Commun, comme les tontines, sont des phénomènes récents en Afrique et au Cameroun en particulier. Il est donc intéressent de regarder le contexte historique pour essayer de comprendre l'émergence de ces structures. Ensuite, l'étude se situe à Maroua, dans l'Extrême Nord du Cameroun. Cette zone a des particularités qu'il faut prendre en compte pour comprendre au mieux le reste de l'étude. Ainsi dans cette partie seront présenté la ville de Maroua et la région de l'Extrême Nord Cameroun.

Contexte historique

Les banques

La crise des banques (TOUNA MAMA 1996)

Au début des années 1980, le secteur bancaire camerounais comptait vingt-trois établissements. Onze banques commerciales, une banque de développement et dix établissements financiers. Dans le milieu des années 1980, le Cameroun traverse une crise économique profonde causée par une baisse des cours et une mévente de ses principaux produits d'exportation (cacao, café, coton et pétrole) sur les marchés internationaux. Les recettes des produits d'exportations passent de 238.4 milliards de FCFA en 1985/1986 à 147.1 milliards de FCFA en 1987/1988. Ainsi, les pertes financières ont été importantes aussi bien pour les agents économiques non financiers que pour les agents financiers. En conséquence, d'importantes banques ont fait faillite ou ont été liquidées par les pouvoirs publics. Certaines de ces faillites et/ou liquidations ont été retentissantes (SCB, CAMBANK, BIAOC, PAIBAS-CAM), suscitant une méfiance accrue des agents économiques envers un système déjà sinistré, ainsi que des réactions d'évasion hors du système.

Cette crise bancaire a eu des conséquences lourdes pour l'économie du Cameroun. De plus, le fait qu'un grand nombre de Camerounais perde beaucoup d'argent (certains ont perdu toute leur épargne) a entrainé une perte de confiance dans le système bancaire qui dure encore actuellement.

Le système bancaire actuel (NGAFI DJOMO O. B. 2006)

Le rapport de la BEAC, portant sur la situation des banques camerounaises en 2005, permet de constater que les crédits bruts à la clientèle sont en hausse de 5,7% par rapport à 2004 et atteignent 1393 milliards de FCFA. Les dépôts collectés sont également en hausse par rapport à l'année précédente (2,1% de hausse). Cependant, les banques commerciales camerounaises sont en situation de surliquidité. Une situation qui risque à terme de nuire non seulement au secteur bancaire mais aussi à l'économie en général.

Cette situation de surliquidité est causée par un accroissement des recettes d'exportations et une décélération du rythme d'octroi des crédits. En plus de ces raisons, dans le paysage bancaire camerounais, il n'existe pas de banques d'investissements mais seulement des banques commerciales qui prêtent à des taux élevés et a des conditions rigoureuses. Cette situation pousse les clients, notamment les petits épargnants et les promoteurs de petites et moyennes entreprises (PME) à se détourner des banques et à solliciter d'autres moyens de financement.

Pour obtenir un crédit, il est nécessaire de justifier de l'existence d'une source de revenu permanente, d'apporter des garanties, et des preuves de la solvabilité ou de la rentabilité du projet à financer. Les garanties demandées par les banques peuvent être : des cautions des maisons-mères ou des principaux actionnaires, des sûretés personnelles, des cautions hypothécaires et des nantissements de matériel productif. Le montant des garanties demandé est souvent équivalent ou supérieur au crédit sollicité. De même manière, les conditions d'ouverture de compte et d'obtention de crédit sont très rudes. C'est pourquoi, parmi les particuliers, seules la classe aisée (proportion faible) et une petite partie de la classe moyenne trouvent une réponse à leurs besoins de services financiers. (Etat des lieux de la micro finance et du système bancaire camerounais.)

Les caractéristiques économiques de l'Extrême-Nord

(Ministère des affaires économiques, de la programmation et de l'aménagement du territoire - 2004)

Tout d'abord, quelques caractéristiques générales sur la région. L'Extrême Nord compte environs 2 746 000 habitants, soit 17,7 % de la population du Cameroun. Il y a un peu plus de femmes que d'hommes (51 % de femmes pour 49% d'hommes) et la moyenne d'âge est extrêmement jeune : 46,6 % de la population totale a moins de 15 ans et les 55 ans et plus constituent seulement environ 10 %.

On imagine qu'une telle structure démographique, caractéristique des pays du tiers-monde à forte natalité, pose d'énormes problèmes d'encadrement et d'éducation.

Concernant l'économie, il faut savoir que de nombreuses contraintes font que l'économie de la province est peu développée. Il y a un faible niveau d'alphabétisation, de nombreux obstacles physiques, etc.

L'économie locale est essentiellement caractérisée par une prédominance du secteur primaire avec des activités rurales comme l'agriculture, l'élevage et la pêche, qui occupent près de deux tiers des activités. Les secteurs secondaires et tertiaires sont peu épanouis, seul le secteur informel prend une place importante en occupant environ 60% de la population.

La culture du coton est très pratiquée, malgré des difficultés dues aux intempéries et aux dégradations des sols, l'entreprise SODECOTON permet de maintenir cette activité à Maroua.

La proximité du Nigeria fait que le commerce transfrontalier est développé. Les produits nigérians bons marchés alimentent massivement l'économie de la province, ce qui peut constituer une menace au développement des produits industriels et artisanaux locaux.

Etude diagnostique de la situation de l'artisanat de la province de l'Extrême-Nord par Amidou Doubla 2004 74p (p3 à 6) Ministère des affaires économiques, de la programmation et de l'aménagement du territoire

Maroua

Les structures interrogées pour l'étude concernant l'économie solidaire étant des GIC et des tontines de Maroua. Pour cette raison, les informations socio-économiques de population de cette ville vont être présentées ici.

A Maroua, actuellement vivent plus de 210 000 habitants. 60 % de la population a moins de 25 ans et les plus de cinquante-cinq ans ne sont que 6%. Comparé avec l'Extrême-Nord, la ville compte à peu près autant de femmes (49,5%) que d'hommes (50,5%).

Environs trois quarts de sa population (74,6%) est musulmane, le christianisme est la deuxième religion. Concernant les tribus, Maroua est un peu un « Melting pot » de toutes les tribus de l'Extrême Nord. Les Peuhl sont les plus représentés avec environs 29,20% de la population, après viennent les Giziga (19,3 %) et les Moufou (10,6 %).

Sur le plan économique, la ville est placée au centre d'une vaste région agricole et pastorale. En plus, il y a quelques agro-industries qui transforment les produits locaux (coton, huile de cuisine, fruits, confiture, viande bovine, etc.). L'important marché de Maroua (lumo altinéwo) voit affluer des personnes de toutes origines, qui se livrent à différents types de commerces. Comme dans toutes les villes de Cameroun le secteur informel est extrêmement important.

Maroua est aussi une ville artisanale et un millier d'artisans travaille à la transformation de différents matériaux. De décembre à mai, Maroua connaît une grande affluence de touristes, en effet, la ville est à proximité de la plupart des sites touristiques de cette région.

Source : Etude diagnostique de la situation de l'artisanat de la province de l'Extrême-nord

Matériel et méthode

Les GIC et les tontines

L'échantillon

Pour réaliser l'étude la plus précise possible, il fallait s'appuyer sur un nombre significatif de structures d'économie solidaire. Ainsi, trois étudiants ont prospectés pendant un mois dans Maroua afin de réunir une liste des GIC et des tontines de la ville. 64 structures ont été recensées, ce grâce à deux méthodes. Dans un premier temps en allant dans les quartiers demander aux habitants s'ils connaissaient des GIC ou des tontines dans les environs. Dans un deuxième temps, les étudiants ont rencontrés un responsable du MIFED, une structure de micro finance. Ils ont obtenus une liste de l'ensemble des GIC et tontines travaillant avec le MIFED et ont contacté les responsables de ces structures pour leur demander s'ils accepteraient de répondre à un questionnaire sur leurs membres, leurs activités, etc. La majorité des groupements a accepté de participer à l'étude. Les aléas des interviews ont fait que sur les 64 groupements recensés, 57 ont effectivement été rencontrés. Cependant, en plus des groupements préalablement sélectionnés, 8 autres structures ont été interviewées ce qui porte le nombre final à 65 GIC et tontines (avec 33 GIC et 32 tontines).

D'après ce qui vient d'être énoncé, il est possible de considérer que l'échantillon sur lequel se base l'étude possède un biais. En effet, le fait que la majorité des structures interrogées soient affiliée au MIFED fausse quelque peu les données, on peut s'interroger si l'échantillon est bien représentatif de la population.

Si on additionne l'ensemble des GIC qui travaille avec les structures de micro finance interrogées dans la deuxième phase de terrain, on arrive à environ 160 GIC et moins de 30 tontines. Cependant même si l'échantillon que nous avons interrogé est faible en comparaison à la quantité de GIC présent dans Maroua, il faut préciser que les responsables des structures de micro finance nous ont dit que près de 70% des GIC qu'ils abritent sont fictifs et n'ont un compte chez eux que pour obtenir des subventions (ils ne mènent aucune activité réelle). Par conséquent, sur l'ensemble des GIC véritablement actifs, l'échantillon analysé est significatif.

A Maroua en particulier et dans tout le Cameroun en général, la tontine est une pratique très répandue. Alors que nous aurions dû interroger des tontines dans toutes les classes de la société, nous n'avons rencontré

pratiquement que des tontines avec des membres commerçant et d'une taille relativement petite. Par conséquent, l'échantillon de tontines sur lequel nous nous appuyons n'est pas représentatif. Il est certain que Maroua doit abriter beaucoup plus de 32 tontines ce qui ne nous permettra pas de tirer des conclusions sur les tontines de la ville mais plus sur les tontines présentes dans les associations qui plus est sont affiliées au MIFED pour la plupart.

Le questionnaire

Pour concevoir le questionnaire ayant servi pour l'étude, les auteurs ont considéré les hypothèses de travail et se sont concentré sur trois aspects des GIC et tontines. Etant donné que ce ne sont pas des structures semblables (objectifs différents, organisation différente etc.) il fallait séparer les questionnaires GIC et tontine, cependant, les deux questionnaires sont articulés de la même manière. Dans un premier temps, le questionnaire porte sur des questions d'ordre organisationnelles et sociodémographique. Le but recherché est de caractériser chaque groupement en fonction de leurs membres. Ainsi dans cette première partie du questionnaire, il était important d'obtenir des informations sur le métier, l'âge, la religion, la tribu, le genre, etc. des membres. Le second objectif de cette première phase du questionnaire était d'obtenir des informations relatives au fonctionnement général du groupement, soit, des informations sur le nombre de personnes, la hiérarchie, les critères de sélections, etc. A se niveau, il y a une différence entre les GIC et les tontines. Pour les GIC il était nécessaire de s'intéresser au délégué du GIC, à l'activité du GIC, et de manière générale à l'environnement du GIC (exemple : Encadrement par une structure). Pour les tontines moins d'informations étaient utiles, il fallait savoir si la tontine était dans une association, les raisons de création de la tontine, etc.

La deuxième partie du questionnaire était axée sur les mécanismes économiques des structures d'économie solidaire. Les questions étaient très différentes entre GIC et tontine. Pour les GIC les éléments importants étaient les cotisations des membres, la rentabilité, les informations sur le compte en banque, les caisses de soutien, etc. Pour les tontines, nous devions obtenir des informations sur les cotisations mensuelles, le montant de la tontine, les achats faits par les membres, les caisses de solidarité, etc.

La troisième partie du questionnaire traitait des aspects sociaux des groupements. Pour cette partie les questions étaient les mêmes pour les GIC et les tontines. Nous nous sommes intéressé au soutien entre les membres, aux actions menées en matière d'éducation, de santé, d'environnement, etc.

Ressenti et impression du terrain

Si ce chapitre est intégré dans le rapport, c'est parce que les auteurs ont ressentis le besoin d'exprimer leurs impressions concernant l'étude de terrain. Ces quelques détails n'ont pas pour objectif d'influencer le lecteur mais d'apporter des éléments pouvant être important pour l'interprétation des informations.

Tout d'abord, Il ne fut pas toujours facile d'avoir un rendez-vous avec les responsables de GIC ou de tontine ce qui a conduit à l'abandon de quelques groupements préalablement sélectionné.

La barrière de la langue à quelque fois posé un problème. Certain responsable ne parlaient pas très bien, voire pas du tout le français. Heureusement les étudiants de l'université de Maroua ayant prit part au recensement des structures ont participé a l'ensemble des entretient et ont traduit du foulfouldé au français. Même si les étudiants ont effectués un travail formidable, il ne faut pas exclure la possibilité que des informations aient pu être perdues.

Il est important de garder à l'esprit qu'il peut y avoir une différence entre les informations données par les gens et la situation réelle à l'intérieur du groupement.

Pour un certain nombre de questions, les responsables ne semblaient pas avoir la capacité de répondre. En particulier pour les questions économiques, les réponses étaient plus des estimations que des informations exactes. Certaines personnes interrogées avait même des difficultés à comprendre certaines question ce qui a certainement conduit à des réponses partielles ou erronées. Le questionnaire comportait des questions trop difficiles, par exemple : « Votre GIC a-t-il un impact sur l'économie locale ? Si oui comment ? Si non pourquoi ? »

De manière similaire, pour plusieurs questions sociales, des responsables ont très vite répondus « oui », mais n'étaient pas capables de concrétiser la réponse. On ne peut pas exclure, que quelques questions sociales ont eu un effet moralisateur et les responsables se soient sentis poussés à répondre affirmativement.

Il y avait aussi quelques questions trop ouvertes et prêtant à équivoques. Par exemple : Pour la question «Qui a eu l'idée de créer ce GIC? », certaines personnes ont donnés un nom et autres un poste comme réponse.

- Enfin, quand certain responsable ne comprenait pas bien la question ou qu'ils cherchaient la réponse pendant longtemps, nous somme intervenus quelquefois, par exemple en proposant des réponses pour les questions ouvertes ou en ré-expliquant la question en la modifiant et peut-être en l'orientant un peu.

Méthode de traitement des données

Les données obtenues ont été analysées à partir de trois logiciels : EXCEL, SPSS et XLSTAT. Pour utiliser ces outils de traitement statistique, il faut, au maximum, des données quantitatives. En effet, des informations qualitatives ne pourront pas conduire à un traitement poussé. C'est là que nous avons rencontré un problème, presque toutes les questions posées conduisaient à des informations qualitatives. Pour pouvoir analyser le plus efficacement les informations avec SPSS et XLSTAT,

nous avons transformés des données qualitatives en données quantitatives. Pour cela, nous avons pour chaque question recensé l'ensembles des réponses, ensuite nous avons regroupé les réponses similaires sous la même étiquette puis avons pour chaque question classé les réponses sur une échelle allant de 0 à 10.

Pour ne pas perdre trop d'information, nous avons tout de même digitalisé dans un tableau Excel l'ensemble des réponses. Ainsi, nous ne nous sommes pas affranchies des réponses des gens, pour chaque question nous avons procédé à la fois à l'analyse statistique et l'avons combiné avec les données qualitatives.

Les structures de microcrédit

L'échantillon

Après avoir analysé les premiers résultats des questionnaires des GIC et tontines, nous avons constaté qu'ils nous manquaient des informations importantes concernant les flux d'argent. Les questions sur l'économie étaient trop générales ou les personnes interrogées n'étaient pas assez compétents pour nous donner ces informations.

Ainsi, dans une deuxième étape de terrain, quelques structures de micro-finance furent visitées. Les établissements étudiés on été choisit de deux manières.

Dans un premier temps, la première analyse des questionnaires GIC et tontines nous a donner des noms des structures, dans lesquelles les GIC et tontines on des comptes. En regardant les réponses, il apparu que le Crédit de Sahel et le MIFED sont les deux organismes chez qui le plus de GIC et de tontines interrogées on un compte. Bien qu'ayant vraiment fait des efforts, nous n'avons pas réussir à organiser une réunion avec un responsable de MIFED.

Dans un deuxième temps, le choix des autres structures de micro finance fut plus aléatoire. En allant dans les quartiers, une liste fut faite avec les structures micro finance trouvées. La totalité des responsables de ces structures contactés a accepter de procéder à un entretien concernant l'économie solidaire et plus particulièrement sur les GIC et les tontines. Cinq structures de micro finance ont effectivement étés rencontrées

Le fait, de ne pas avoir réussir à faire une interview avec MIFED est regrettable, 22% des GIC et 28 % des tontines sont encadrés par cette structure.

Le questionnaire

Comme il a été dit précédemment, si une il a été décidé de rencontrer les agences de micro finance c'est parce que les informations obtenus suite aux rencontres avec les GIC et les tontines sur certains aspects n'étaient pas suffisamment précises. Ce qui a également motivé cette deuxième phase sur le terrain c'est que les groupements et agences de micro crédit sont très liés. Ce sont les principaux financeurs des projets de GIC et certaines agences proposent également des formations aux membres des groupements en comptabilité et gestion.

Le questionnaire devait donc permettre d'obtenir des informations sur les quantités d'argent empruntée par les GIC (sommes maximum, sur combien de temps, etc.), les quantités d'argent déposées par les structures d'économie solidaire, les taux d'intérêts, etc.

Contrairement au questionnaire pour les GIC et les tontines, nous n'avons pas fait un questionnaire trop rigide et avons mené des interviews avec les directeurs d'agences. Nous avons ainsi, quand ils mentionnaient des éléments intéressant, pu approfondir et par conséquent recueillir plus d'informations que nous le pensions.

Ressenti et impression du terrain

Ces quelques détails n'ont pas pour objectif d'influencer le lecteur mais d'apporter des éléments pouvant être important pour l'interprétation des informations. Contrairement aux GIC et aux tontines il ne fut pas difficile d'obtenir un rendez-vous avec les responsables des agence de micro finances à une exception près.

On note une grande différence de taille entre certaines structures, certaines sont presque des banques, d'autres sont plus modestes.

De manière générale les directeurs d'agences semblaient très compétant cependant, certains avait une approche plus réfléchie que d'autres. Ainsi, quelques responsables avaient des compétences en matière d'élevage et d'agriculture ce qui leur permettait de mieux analyser la rentabilité et la viabilité d'un projet.

L'ensemble des structures a participé avec un certain enthousiasme ce qui a facilité les entretiens. Chaque responsable a fait des efforts pour nous aider et nous a consacré beaucoup de temps. La plus part ont même fait des recherches dans leurs fichiers pour nous donner les informations les plus précises.

Méthode de traitement des données

Pour l'analyse des réponses des responsables des structures de micro-finance, il fut décidé de faire une analyse qualitative. Les interviews avec les personnes n'étaient pas rigoureusement attachées au questionnaire, mais elles se présentaient plus sous forme d'un dialogue.

À la première vue, les réponses des responsables sur les questions furent très similaires. Pour cette raison, l'ensemble d'informations est présentés par thématique.

Dépouillement mono-variable

Les questionnaires GIC et tontine comportaient trois parties : une partie sur les informations sociodémographiques et organisationnelles, une partie sur les questions économiques et une partie sur les questions sociales. Pour être le plus exhaustif possible dans le traitement des résultats, nous avons décidé de passer en revue l'analyse statistique des questions les plus éloquentes.

GIC

Il est important de préciser que l'une des structures de l'étude est une fédération de GIC comptant 3000 membres. Ainsi, l'organisation et le fonctionnement de manière générale est bien différent des autres GIC de l'étude. Pour l'étude mono-variable il a été choisi de mettre de coté cette fédération pour ne pas trop fausser les statistiques. Féprodex sera analysé ultérieurement et indépendamment.

Données sociodémographiques et organisationnelles

Date de création

Si on observe la figure 1 : Diagramme représentant le nombre de GIC créé en fonction de leur date de création, on constate que la majeure partie des GIC étudiés ont moins de dix ans. 25 des 32 groupes ont été fondés après l'an 2000 ce qui indique que les GIC ont eu un développement très important ces dix dernières années. Seul deux groupements furent fondés avant les années 1990 et 18,75 % des GIC sont âgés de plus de dix ans. Il semble cohérent que le développement des GIC se soit fait ces dix dernières années vue que le statut de GIC n'est créé que depuis 1992. Ce qui indique aussi que deux GIC n'ont pas répondu correctement à la question…

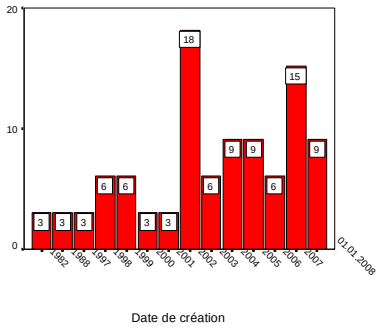


Figure 1: GIC en fonction de leur date de création.

Nombre de membres

Les données qui suivent sont à interpréter avec prudence car il y a une différence entre le nombre de membres et ceux réellement actifs.

La Figure 2 montre clairement, que la moitié des GIC ont entre 9 et 34 membres (la partie rouge de la boîte à moustache regroupe 50% des GIC). L'analyse de la médiane permet d'affirmer que 50 % des groupes ont moins de 16 membres, même si en moyenne le nombre des membres s'élève à 23,38. Deux GIC ont une taille importante, l'un avec 70 et l'autre avec 103 membres dans ce cas, la médiane à donc l'avantage, de ne tenir pas compte les donnés extrêmes. De l'autre coté, un GIC a indiqué n'avoir que quatre membres. D'après la législation en vigueur on a besoin d'être en minimum cinq personnes pour se constituer en GIC.

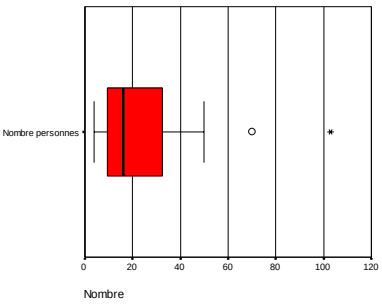


Figure 2: Nombre de membres des GIC

Critères de sélection

La question concernant les critères de sélection des membres était ouverte mais après avoir lu l'ensemble des réponses il fut possible de les regrouper en trois ensembles : Libre, Critère métier et Critère personnel.

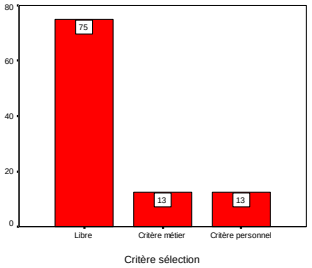


Figure 3 : GIC en fonction des critères de sélection

D'après la Figure 3, la plupart des groupements n'ont aucuns critères de sélection pour leurs membres (soit 24 GIC). Cependant quatre GIC sélectionnent leurs membres en fonction de leurs aptitudes, et quatre autres ont pour critère des caractéristiques personnelles.

Métier

La cinquième question concernait le métier de la majorité des membres, les personnes interrogées ont eu la possibilité de choisir entre « Fonctionnaire », « activité libérale » et « sans emploi ». Sur 32 réponses valides, 29 se sont portées sur le critère « activité libérale », trois sur « sans emploi » et aucun des GIC ne comptait majoritairement de Fonctionnaire. Ces résultats ne sont pas vraiment étonnants car les GIC sont principalement créé par des personnes souhaitant se mettre à plusieurs pour réaliser des activités lucratives.

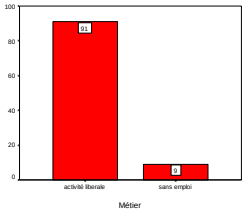


Figure 4 : GIC en fonction des métiers majoritaires des membres

Religion

La religion a un très grand impact sur la vie des gens. Néanmoins, dans deux tiers des GIC interrogés, les personnes se regroupent ensemble, bien qu'ils soient membres de différentes religions. Même si la majorité

des GIC regroupe un mélange de plusieurs religions (20 sur 32 soit 62,5%), près de 37 pourcent des groupements ne sont composés que de membres ayant la même religion. Malgré cette observation, nous avons vu précédemment que dans aucun groupement la religion ne constitue un critère de sélection.

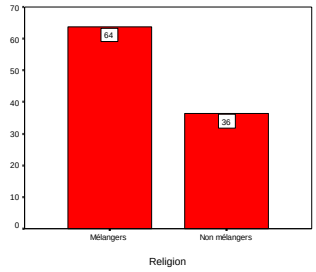


Figure 5 : GIC ayant plusieurs religions et ceux n'en n'ayant qu'une

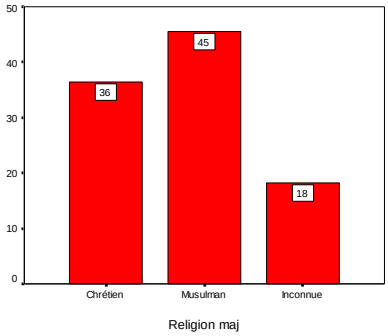


Figure 6 : GIC en fonction de leur religion majoritaire

L'observation de la figure 6 nous indique que la religion majoritairement représentée dans les GIC est la religion musulmane (47% des cas) même si les chrétiens sont également fortement représentés (38% des cas). Le fait, que presque trois quarts de la population de Maroua soient musulmane, se reflète aussi à travers les GIC étudiés.

Genre

Si on compare les informations qui suivent avec la population totale de Maroua (49,5% de femmes et 50,5% d'hommes) on constate qu'il y a une différence. A la vue des résultats présentés dans la figure 7, il faut constater que les femmes sont de loin majoritaires dans les GIC. En effet, 63 pourcent des GIC ont une majorité de femmes et seul 25 pourcent des groupements ont une majorité d'homme. Si on corrobore les informations données par le graphique avec les observations de terrain, on peut dire qu'un certain nombre de GIC sont constitué uniquement de femmes mais pour la majorité d'entre eux ils sont mixtes avec une majorité de femmes en leur sein. Il en est de même pour les GIC masculins. La mixité est donc fréquente au sein des groupements.

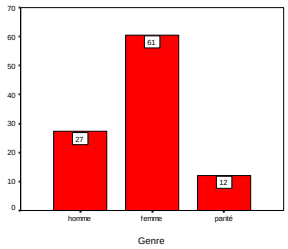


Figure 7 : GIC en fonction du genre majoritaire

Tribus

Les réponses obtenues ne furent pas homogènes, pour un certain nombre de cas, les réponses des personnes interrogées étaient très précises mais il y a également eu des réponses très vagues. Pour pouvoir plus facilement analyser les informations, il a été décidé de ne conserver qu'une information sur la mixité ethnique ou non des groupes.

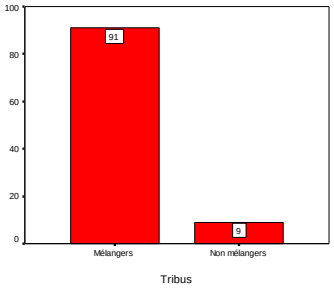


Figure 8 GIC en fonction du mélange ou non des tribus

Dans l'immense majorité des GIC on retrouve une multitude de tribus, à l'image de la diversité existant à Maroua. 29 des 32 GIC, soit 91% la population est composés de divers tribus. Seul dans 9 % des cas une tribu unique est présente dans le GIC (3 cas). Il faut préciser que pour l'un des GIC la tribu constituent un critère de sélection. Ce résultat nous permet de dire, que la tribu d'une personne n'est presque pas importance pour la composition des GIC.

Activité principale

Concernant les informations sur l'activité principale des GIC il faut préciser que la question posée était ouverte et que ce n'est qu'après analyse que des groupes furent formés. Tous les GIC ayant une activité agricole, d'élevage ou de stockage de céréales ont été regroupés sous l'étiquette « Agriculture ». Les GIC faisant du petit commerce ont été regroupés en « Commerce » pour contraster avec les GIC ayant également une activité commerciale mais demandant des compétences particulières exemple : restaurant, magasin d'informatique, couturière etc. Pour finir, les groupements se fixant comme objectif principal d'aider les personnes exemple prévention du Sida, alphabétisation des enfants, etc. furent regroupé sous le terme « action sociale ».

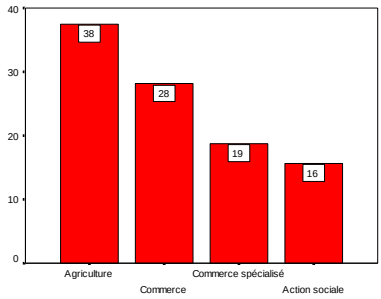


Figure 9 : GIC en fonction de leur activité principale

L'activité principale menée par le plus de GIC est clairement l'agriculture. L'observation de la figure 9 montre que 39% (15/32) des groupements sont actifs dans ce domaine. Comparé avec les informations données dans le chapitre sur l'économie de Maroua, ce résultat n'est pas exceptionnel (environs 66 % de population travaillent dans le premier secteur). Il faut cependant noter que la plupart des groupements faisant de l'agriculture font également du commerce avec leur production, il faut donc avoir cela à l'esprit pour l'analyse. Un quart des GIC (9/32) fait principalement du commerce général (tout type de petit commerce) et 19 % (6/32) du commerce spécialisé. Les groupements tournés vers les actions sociales sont minoritaire (16% soit 5 GIC sur 32), ces GIC n'ont pas pour objectif principale de gagner de l'argent comparé aux autres.

Dans le chapitre 2, des informations très générales concernant l'organisation d'une GIC ont étés présentés. Les réunions régulières sont obligatoires, mais la fréquence de ces réunions est décidée par chaque groupement individuellement. La fréquence des réunions la plus commune pour les GIC interrogées est d'une fois par mois (50 %). Près d'un tiers des groupements se retrouvent 2 fois par mois et 5 GIC se retrouvent une fois ou plus par semaine.

Les décisions sont prisent le plus souvent à la majorité simple en assemblés générales. Pour prendre une décision, dans cinq GIC il faut l'approbation de chacun. Et pour une petite minorité de groupement, les membres du bureau décident beaucoup de choses seuls. En conclusion les GIC sont en générale organisés de manière démocratique, avec quelques exceptions.

Encadré par des Organismes

Un autre aspect intéressant est la collaboration des groupements avec des organismes extérieurs. Ces informations peuvent, peut-être donner une première impression concernant l'impact sur le développement locale et régionale. En regardant la figure 10, il apparait clairement que près de deux tiers des GIC travaillent en collaboration avec d'autres structures, cependant 38 % des groupements n'ont pas accès à une coopération avec un organisme.

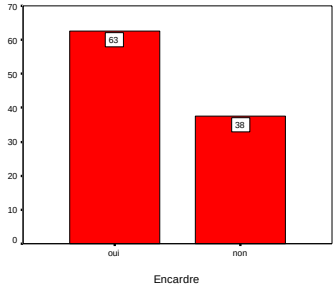


Figure 10: GIC en fonction de leur encadrement.

Sur les 20 GIC encadrés par d'autres organismes, la plupart travaillent en collaboration avec une banque ou une structure microcrédit (35%). Un quart d'entre eux travaille avec l'état et 15% avec une ONG. Il y a aussi trois GIC qui sont encadrés par plusieurs organismes. 18 des 20 groupements encadre ont un contrat d'encadrement avec organismes, ça veut dire cette collaboration est légalisé et officielle.

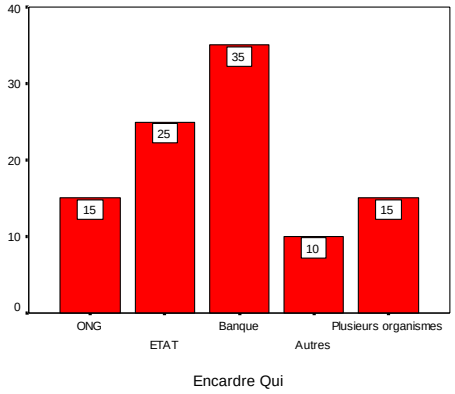


Figure 11 : GIC en fonction du type encadrement.

Bien que beaucoup de responsables interrogées mentionnés la corruption et les difficultés générales au Cameroun, seulement une minorité des groupements est engagé à un niveau politique. La plupart des GIC n'est pas engagé politiquement et ne manifestent pas de soutiens dans ce secteur.

Données économiques

L'ensemble des informations suivantes est tiré de l'analyse variable par variable des questions économiques.

La deuxième partie du questionnaire abordait les aspects économiques des groupements d'intérêt commun. Pour commencer, il était nécessaire de s'intéresser aux flux d'argent, de l'argent donné par les membres, à la redistribution des profits. Ainsi, les informations obtenues indiquent que la majorité des groupements demandent des frais d'adhésion à leurs membres et en générales ils s'élèvent à environ 1000 FCFA. (le maximum étant de 5000 FCFA par membres). Les frais d'adhésion sont donnés soit une fois, pour entrer dans le GIC soit tous les ans, cela dépend des groupements. Pour financer plus régulièrement leurs projets, certain groupements demandent une

participation mensuelle à chaque membre, ou une participation en fonction des projets. 30% des groupements ne demandent aucune participation à leurs membres, la participation la plus fréquente étant de 12 000 FCFA soit 1000 CFA par mois et la participation la plus élevée se monte à 48 000 FCFA. Pour 44% des GIC, il est possible pour les membres, de donner autre chose de que de l'argent. Concernant la redistribution des profits, il faut tout d'abord préciser que 34% des GIC interrogés ne sont pas rentables et donc ne dégagent aucuns profits. Cependant, pour les groupements rentables, les profits sont majoritairement redistribués en fonction de l'implication de chacun quelle soit financière ou physique. Dans 28% des GIC, les profits sont redistribués équitablement entre les membres et pour deux GIC de notre étude, l'ensemble des profits est réinvesti dans le fonctionnement du groupement.

Le questionnaire s'intéressait ensuite aux structures bancaires utilisé par les groupements. Si 22% des groupements n'ont aucun compte, la majorité d'entre eux en possède un. C'est au Crédit du Sahel que la plupart des GIC sont clients (31% d'entre eux), ensuite, viennent le MIFED (22%), la régional (6%) et d'autres structures. Rares sont les GIC qui ont un compte dans une banque, ils préfèrent adhérer dans des structures de micro finance. Pour finir avec les structures bancaires, il faut indiquer que certain groupements sont dans plusieurs agences bancaires ce qui peut constituer un indicateur de mauvaise gestion financière (voir partie sur les micro finances).

La dernière partie des questions économiques traitait des systèmes mis en place pour aider les membres en cas d'évènement imprévus (bonheur ou malheur). Différent types d'organisations sont mises en place par les groupements : des systèmes de caisses, d'épargne, de quête ou parfois rien n'est pensé. Pour une partie des GIC, ces systèmes permettent de donner un peu d'argent au membre qui a un problème (entre 1000 et 23 000 FCFA selon les groupements et les cas). Pour 30% des GIC, l'aide n'est pas financière mais uniquement sous forme de biens ou de soutient morale. Ces éléments attestent que la solidarité au sein des groupements se manifeste aussi dans leur fonctionnement économique.

Données sociales

Comme pour la partie précédente, l'ensemble des informations suivantes est basé sur l'analyse des résultats variable par variable des questions sociales.

Pour commencer, concernant la solidarité au sein des groupements, les éléments en annexe 321654 permettent d'affirmer que globalement la solidarité est bonne entre les membres des GIC. Certains éléments permettent d'attester ces affirmations, seulement 20% des groupements disent avoir des clans entre leurs membres et dans 66% des groupements les membres des GIC se retrouvent en dehors du cadre du GIC.

Les membres des GIC se soutiennent mutuellement en cas d'évènements heureux ou malheureux. En effet, 96% des groupements affirment aider moralement leurs membres en cas de problème. L'ensemble des membres est invité aux mariages ou aux baptêmes des familles des membres. De même manière, les membres sont présents en cas de deuils ou soutiennent les membres malades.

Un autre aspect abordé par les questions sociales est la formation des membres. La très grande majorité des groupements affirme avoir besoin de formation mais seul 60% des GIC ont effectivement proposés des formations à leurs membres. En s'intéressant aux organismes qui proposent des formations aux GIC on constate que ce sont principalement des agences de microcrédits et des banques. Ainsi, certaines agences, pour assurer le bon fonctionnement du GIC et donc le bon remboursement des crédits forment les membres à la gestion et la comptabilité.

Concernant l'éducation des enfants des membres, 60% des groupements ne font rien et les quarante autres pourcents aident principalement en donnant des conseils aux familles et plus rarement en donnant de l'argent ou du matériel.

Un autre élément important concernant les aspects sociaux des groupements est la culture. La moitié des groupements organisent de nombreux évènements culturels que se soit pour la fête de la femme (fête du 8 mars), pour les fêtes religieuses ou encore pour organiser un évènement culturel dans le cartier. Moins de la moitié des groupements affirment s'impliquer dans le développement du cartier et ceux qui le font le font par l'intermédiaire d'actions éducatives environnementales, sur le plan de la santé ou de la culture.

Divers GIC participe à la prévention de la santé, que ce soit pour organiser des vaccinations, faire de la prévention contre le sida, etc. Certains groupements sont plus impliqués que d'autres dans ce domaine, sur l'échantillon interrogé il y a un GIC dont c'est l'activité principale. Une des questions traitait de l'aide aux personnes nécessiteuses. La majorité des groupements (62,5%) on répondu aider les personnes dans le besoin du cartier.

La dernière question se portait sur les actions menées dans le domaine environnemental. La moitié des groupements ne sont pas engagés dans ce domaine cependant certains participent aux campagnes de reboisement, d'autres utilisent des foyers améliorés ou encore ont des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

Tontine

Données sociodémographiques et organisationnelles

Date de création

Comme il a été vu précédemment, une crise des banques Camerounaise dans les années 80 a entrainé une perte de confiance des gens dans le système bancaire. Il est possible de mettre en corrélation cette information avec la figure 12 présentant les dates de création des

tontines. En effet, les premières tontines voient le jour dans les années 80, peu après la crise, ensuite, leur développement c'est fait progressivement. Les tontines étudiées sont pour la plupart assez jeunes, 85% d'entre elles ont moins de 10 ans. Pendant les trois dernières années environ un tiers des tontines sur laquelle se base l'étude furent créées. Aux environs du changement de millénaire, on observe également un essor de création de tontines.

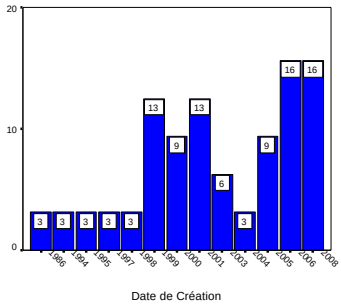
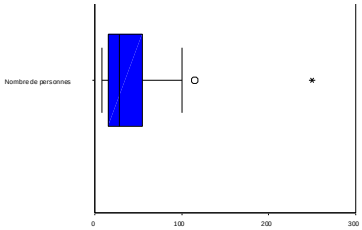


Figure 12 : Tontines en fonction de leur date de création.



Nombre de membres

Statistiques

Nombre de personnes

N	Valide	32
	Manquante	0
Moyenne		42,25
Médiane		28,50
Ecart-type		46,65
Variance		2176,13
Minimum		8
Maximum		250
Somme		1352
Centiles	25	15,25
	50	28,50
	75	57,50

Figure 13 : Nombre de personnes dans les tontines

D'après les résultats de l'étude, les tontines comptent en moyenne 42,5 personnes, ce qui est très élevé. En comparaison, la médiane n'est que de 28,5 il y a donc des tontines très nombreuses qui influencent la moyenne. Cela se confirme en observant la boîte à moustache figure 13, la moitié des tontines ont entre 15 et 57 membres.

Critères de sélection

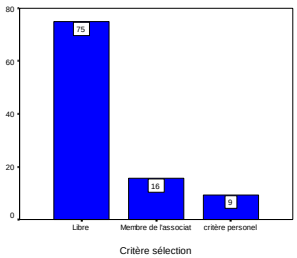


Figure 14 : Tontines en fonction des critères de sélection

Comme pour le questionnaire pour les GIC, la question traitant des critères de sélection des membres était ouverte. Après avoir pris en compte la totalité des réponses il fut possible de les regrouper en trois ensembles : Libre (pas de critères, volonté, frais d'adhésion, etc.) Membre de l'association (Les membres doivent membre de l'association pour participer à la tontine) et Critère personnel (seul les personnes ayant certaines caractéristiques intrinsèques peuvent participer exemple critère religieux, de genre ou de tribu)

D'après la Figure 14, la plupart des groupements ne demandent pas des critères de sélection de membres (75% soit 24 tontines sur 32). Cependant pour 16 % des tontines (5 cas) les membres sont obligés d'être membre de l'association pour participer. Dans 9 % des cas (3 tontines), les critères de sélections sont basés sur des caractéristiques personnelles. Ces informations prouvent que la grande majorité des tontines ne sont pas discriminatives, que ce sont donc des structures ouvertes et « faciles d'accès ».

Sur un plan un peu similaire, le questionnaire s'intéressait à l'activité des membres. Même si cela ne eut pas être considéré comme un critère de sélection, les résultats ont montrés que l'ensemble des membres des tontines mène une activité libérale.

Religion

Le fait, que la religion joue un rôle très important dans la vie de la plupart de la population de Maroua, n'a pas un impact fort sûr la composition des tontines. Bien que les quartiers à Maroua soient déterminés ou par le christianisme ou la religion musulmane, la majorité des tontines ont des membres venant de plusieurs religions (22 sur 32 soit 69%).Cependant, 31 pourcent des groupements ne sont composés que de membres ayant la même religion. Ainsi, malgré cette observation, nous avons vue précédemment que dans aucun groupement la religion ne constitue un critère de sélection.

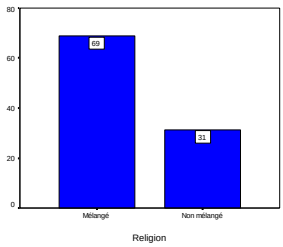


Figure 15 : tontines ayant plusieurs religions et ceux n'en n'ayant qu'une

Regardant la figure 16, dans la moitié des tontines, il y a une majorité de membre de confession musulmane et dans 28% des groupements, la plupart des membres sont chrétiens. Comparant ces résultat avec les données sociodémographiques de Maroua (74,6 % musulman), pour les tontines il faut constater, que la religion musulman est moins réprésentée. En plus, les 22% des

groupements sans une religion majorité soulignent, que pour un cinquante des tontines il y a un mélange très également entre les religions.

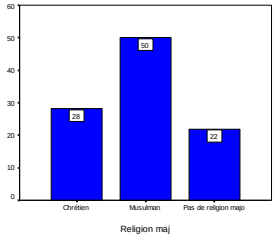


Figure 16 : Tontines en fonction de leur religion majoritaire

Genre

Concernant le genre les tontines sont, plus que les GIC, organisées par les femmes. Sur les 32 structures interrogées, 84 pourcent des tontines sont composées d'une large majorité de femmes. Les tontines masculines ne sont pas très importantes (6% soit 2 cas observés). Si les GIC avec une majorité de femmes étaient pour la plupart mixte, dans le cas des tontines, un grand nombre de groupements sont composés exclusivement de femmes. Pour 9 % des tontines, la proportion entre les genres paritaires.

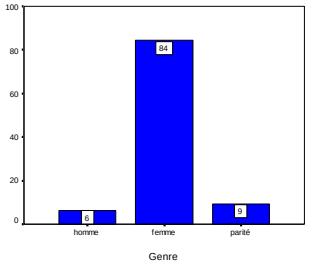


Figure 17 : Tontines en fonction du genre majoritaire

Tribus

Comme il l'est écrit dans les informations sociodémographiques, Maroua est un peu un « Melting Pott » de toutes les tribus d'Extrême Nord. Dans les tontines, ce fait apparait clairement. Pour l'immense majorité des tontines on retrouve une multitude de tribus. 29 des 32 tontines, soit 91% de l'échantillon, sont composés de groupements avec divers tribus. Les tontines ne regroupant qu'une seul tribu sont au nombre de 3 dans notre analyse (9%).Comme pour les GIC, l'une des tontine choisi ses membres en fonction de leur tribu.

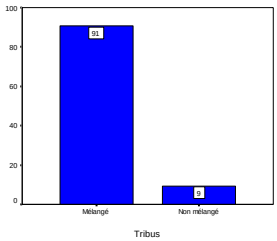


Figure 18 : Tontines en fonction du mélange ou non des tribus

Nombre de réunions

Concernant le nombre de réunions, les informations données nous indiquent que 74 % des tontines ont un fonctionnement quotidien. Contrairement aux GIC, la fréquence de réunions des tontines est plus haute. 13% ont une réunion une fois toutes les deux semaines et 16% ne se rencontre qu'une fois par mois.

Dans Association

Un aspect intéressant pour les tontines est l'encadrement par des associations. Presque tous les groupements interrogés se trouvent dans une association (94 %). Les données ne comptaient que deux tontines sans structure associative. L'interprétation de ces résultat est difficile et les raison multiples. Peut-être que la plupart des tontines existe vraiment dans une association, peut-être que la sélection des groupements étudiés n'a pas fait attentions aux autres tontines ??

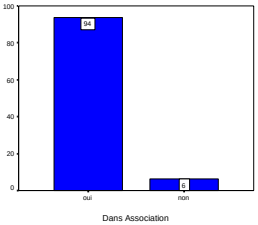


Figure 19 : Tontines au sein d'une association

Données économiques

Dans cette partie, sont présentées les caractéristiques économiques des tontines étudiées.

Lors des réunions des tontines, chaque membre donne une somme d'argent dans la caisse, et à chaque réunion, un des membres reçoit tout la caisse.

Pour les 32 structures interrogées, la très grande majorité des tontines ne propose qu'un seul type de cotisation aux membres mais certaine propose entre 2 et 5 possibilités. Dans un tiers des groupements ils se trouvent différent tontines avec différent montants, comme ca les membres sont libres de choisir en fonction de leurs moyens. Ainsi, il y a une grande variété de tontines avec des montants entre 2000 et 100 000 F CFA par moins. La médiane est à 8000 F CFA et les tontines les plus fréquentes sont les tontines à 4000 FCFA par mois (soit 1000 FCFA par semaine) et les tontines à 20 000 FCFA par mois. Plus de 85 % des tontines ont des cotisations inférieures à 5 000 FCFA par semaine.

Quelques tontines ne cotisent pas seulement d'argent, mais aussi différentes autres choses, dont lesquelles membres ont besoin. Pour 22 % de groupement à côté de la caisse d'argent, il existe encore des tontines avec l'équipement ménagers (tapis, assiettes, marmites, savons, etc.).

Le montant d'une tontine dépend du nombre de personnes et l'argent que chacun doit payer.

Les tontines étudiées sont très variables et leur montant s'élève de 10 000 à 6 000 000 FCFA. Le médian entre toutes les groupements s'élève à 185 000 F

CFA et 75 % des tontines ont une cagnotte inférieure à 350 000 FCFA. Bien qu'il faille mettre ces sommes en relation avec le coût de la vie à Maroua, on peut constater avec ces chiffres qu'en générale le vainqueur d'une tontine a un fort pouvoir d'achat. Etant donné que la majorité des membres aient une activité libérale, il n'est pas étonnant que l'argent soit presque toujours utilisé pour le commerce et les petits besoins.

Pour l'argent qui n'est pas directement donné aux membres des tontines, la moitie des structures interrogées a ouvert un compte dans une banque ou structure de micro finance. L'organisme de microcrédit le plus courant pour l'échantillon analysé, est le MIFED (28% des tontines) vient ensuite le Crédit du Sahel avec 19% des tontines. Concernant ces informations, il faut ajouter que la plupart des groupements n'a pas un compte seulement pour la tontine, mais utilise le compte de l'association.

L'objectif des tontines est en généralement d'augmenter les conditions de vie des membres. De différentes manières, les personnes interrogées ont déclaré d'avoir réussi cet objectif. 72 % des structures ont expliqué, que les conditions de vie matérielle des membres ont changés positivement, et 12 % ont augmenté les conditions de vie sociale des membres.

De l'autre côté, dans la majorité des tontines, le non respect du règlement n'est pas toléré par les membres. 69 % des groupements ont prévus des sanctions financières et dans 28% des cas, les membres ont décidés d'appliquer des sanctions non financière (blâme, exclusion, etc.). Pour donner un exemple : en cas d'absence, les amandes s'élèvent de 50 à 2000 FCFA. La moyenne des sanctions est de 334 FCFA et les sanctions les plus fréquentes sont les sanctions de 200 et de 500 FCFA.

Le fait, que les tontines soient des structures d'économie solidaire se manifeste également en cas de perte d'un membre. Si un membre ne peut pas participer à la réunion, 59 % des tontines paye la cotisation pour lui. Dans près de 20% des tontines, la famille du membre doit prendre le relais et payer à sa place.

En générale, les tontines n'ont pas de problèmes importants concernant leur fonctionnement. 19 % des groupements interrogés ont expliqué d'avoir des problèmes financiers et pour 28 % des tontines, les difficultés se trouvent au niveau organisationnels, mais la majorité (53 %) n'ont pas des problèmes graves.

Données sociales

L'hypothèse, que l'économie solidaire rend heureux les participants et crée une bonne atmosphère, est prouvé avec les tontines étudiées. Si on en croie les réponses des responsables, le sentiment de solidarité dans la plupart des tontines est bon (78,1%). Pour plusieurs groupements (15,6 %), les personnes interrogées ont décri la solidarité au sein du groupement comme « moyenne » et quelques tontines ont aussi ajouté, qu'il y a certains problèmes concernant la solidarité. Dans deux tontines on a relevé Une solidarité particulièrement forte.

En général, on peut résumer, que pour la majorité des tontines, la solidarité entre les membres est ressenti très positivement par les responsables des groupements. Cette réponse est soulignée par les informations concernant les clans au sein des tontines. Seul dans une minorité de groupements, il y a des sous-groupes des membres (25% des tontines).

Bien que dans deux tiers de tontines, des réunions non statutaires aient lieux, ça ne signifie pas forcement que l'atmosphère au sein du groupement soit mauvaise. La majorité des tontines organise ces réunions en cas de crise. Dans une tontine étudié, le responsable à répondu que les membres se retrouvent autour d'un verre. Pour 34,4% des groupements, les personnes interrogées ont déclarés, qu'il n'y a pas de réunions non statutaires.

Un aspect particulièrement dans les tontines étudiées, est le soutien des membres en cas de malheur. Dans presque tous les groupements, les membres s'aident en ce cas de différentes manières.

Ce soutien est précisé dans 34,4 % des groupements comme un soutien financière et pour 59,4 % des tontines, les personnes interrogées ont déclaré qu'il y a un soutien moral.

Les membres de tontines ne s'occupent que d'argent, mais aussi d'autres thèmes sociaux, par exemple la formation et l'éducation. La plupart de tontines à expliquer de ressentir le besoin d'envoyer les membres se former et 65,5% des groupements a déjà reçues une ou plusieurs offres de formation par des organismes extérieurs. La majorité des tontines, qui a déjà reçu une offre de formation, fut formée par une banque ou une structure de micro crédit (25 %). Quatre structures ont reçu une ou plusieurs offres de formation par une ONG. Mais la moitié des tontines a déclaré d'être actif au niveau de formation. Dans 50% des structures, il y a des formations entre les membres et 53,1% sont engagés dans l'éducation des enfants des membres. Une Quart des tontines offres des aides matérielles pour soutenir l'éducation des enfants (payer le frais d'inscription, acheter des matérielles scolaires). 12,5 % des tontines offrent des séances de formation aux enfants des membres et 15,6 % des groupements donnent des conseils aux parents des enfants.

En plus, quelques tontines sont d'une manière plus ou moins forte engagée dans d'autres domaines sociaux. Un grand nombre des tontines fait des actions culturelles, comme l'organisation de la fête de fin d'année (25 %), la fête du 8. Mars (21,9 %) ou d'autres événements culturels (fêtes de danse, événements sportifs, etc.). D'autres groupements font des actions pour prévenir la santé. Deux groupements sont très actifs dans cette domaine et sont aussi engagé en donner des vaccinations cependant un grand nombre des tontines a déclaré de sensibiliser les membres (soit 37,5 %).

La solidarité est pour la plupart des tontines aussi une solidarité avec les personnes nécessiteuse (53,1%). Dans

quelques tontines par exemple, les membres aident les pauvres pendant le mois de ramadan, d'autres donnent individuellement des cadeaux aux prisonniers ou encore aident régulièrement les enfants de rue. Une minorité de groupements a en plus expliqué faire des actions pour l'environnement. Un tiers des tontines participent aux campagnes de plantation d'arbres (12,5%) ou utilisent des foyers améliorés.

Microcrédit

Combien de GIC et de tontines sont client chez vous ?

Pour cette question les réponses obtenues furent très différents d'une structure à autre. Le plus grosse agence étudiés accueillent plus de 150 GIC, les structures de taille moyenne ont en registré une centaine de groupements et les plus petites structures ont moins d'une dizaine de GIC clients. Concernant les tontines, très peu de responsables ont récencé celles des adhérents dans leur établissement. Premièrement, dans les tontines rotatives, l'argent apporté par l'ensemble des membres est récupéré par l'un des membres, par conséquent un compte n'est pas nécessaire. Enfin, les cotisations aux caisses de solidarité mise en place par les tontines, sont en générale récupérées par la trésorière de la tontine.

Quelles sont les garanties ou conditions demandées en cas de prêt ?

Tout d'abord, chaque groupement doit présenter ses statuts et le certificat d'enregistrement officiel. La principale garantie demandée par l'ensemble de structures à un GIC souhaitant emprunter de l'argent est la caution solidaire. Ce papier atteste que l'ensemble est garant du remboursement du crédit. En effet, la caution solidaire est souvent la seule garantie que les GIC peuvent fournir. De même, de nombreux groupements sont uniquement créés pour obtenir un crédit que chaque membre individuellement ne pourrait pas obtenir par manque de garantie. Ainsi, entre les structures de microfinance il y a différentes manières de s'assurer que les groupements pourront rembourser. Certaines structures vérifient sur le terrain si les groupements possèdent des terres, si leur projet est viable, si les membres ont les compétences pour mener le projet etc.

Il y a aussi des structures de microcrédit, qui ne financent plus les GIC a cause d'un trop mauvais remboursement.

Accordez-vous des crédits au groupe ou bien aux membres des groupements ?

L'ensemble des structures interrogées nous ont répondus n'accorder des crédits qu'au nom du GIC mais jamais aux membres séparément.

Quelle somme d'argent prêtez-vous en moyenne ou au maximum à un GIC ou à une tontine ?

En moyenne, les crédits accordés se montent à environ 400.000 F CFA (la plupart de crédits sont entre 200.000 et 500.000 F CFA). La somme d'argent qu'un GIC peut obtenir dépend de plusieurs facteurs. En premier lieu cela dépend de la confiance qu'a la structure bancaire envers le groupement, deuxièmement, de la nature du projet, enfin, étant donné qu'il s'agit de microcrédit ça dépasse rarement 1.000.000 de F CFA.

Quelle somme d'argent maximale ou moyenne prêtez-vous à un membre d'un GIC ou une tontine ?

Comme il a était vu lors de la question 3, les structures microcrédit ne prête pas d'argent aux membres des GIC.

En totalité, combien d'argent prête actuellement votre établissement aux GIC et aux tontines à Maroua, Au Cameroun ?

Pour répondre précisément à cette question, il nous manque certaines informations. Tout d'abord, aucune structure bancaire ne nous a donné d'informations pour cette question. Ensuit, nous voulions extrapoler en multipliant le nombre de GIC totale par le prêt moyens, cependant tous les GIC ne demandent pas un prêt et deux structures de micro-finance n'accordent aucune prêt.

Les GIC et les tontines, déposent-ils de l'argent dans votre établissement ? Quelle somme en moyenne ? Au maximum ?

Les réponses des personnes interrogées pour cette question étaient très hétérogènes. Dans un premier temps, une partie des responsables nous a expliqués avoir une majorité de GIC «fictifs ». Le seul objectif de ces groupements est de recevoir des crédits ou des subventions. Mais pour cela, ils sont forcés d'avoir un compte dans une banque ou structure de micro-finance. Dans toutes les structures, pour ouvrir un compte il faut déposer un montant minimal. Dans le cas des GIC fictifs, cet argent ne reste sur le compte que jusqu'à l'obtention de la subvention puis les membres vident le compte. Dans un deuxième temps, l'ensemble des responsables de structure de micro finance nous a expliqué que les populations de l'Extrême Nord n'ont pas la culture des banques et ne sont pas habitués à déposer leurs économies dans les établissements bancaires. Un des responsables a précisé que selon lui 70% de l'argent de la région se trouve chez les gens et qu'il faudrait encore beaucoup temps et de sensibilisation pour instaurer la culture de l'épargne bancaire. Malgré ces observations, quelques directeurs ont précisé que les personnes et les GIC ayant pris confiance en leur agence bancaire déposent leur argent sur un compte.

Quels taux d'intérêt pratiquez-vous et pour quelle somme d'argent ?

Les taux d'intérêts pratiqués par les structures varient de 1% à 3,5% par mois et ils sont indépendants du montant emprunté.

Les GIC sont-ils de bons clients ?

A l'exception d'un responsable, les directeurs ont confié que les GIC sont plutôt des mauvais clients. Ils empruntent beaucoup d'argent, remboursent pas toujours bien et épargnent peu. En plus de cela les groupements fictifs donnent mauvaise presse à l'ensemble des GIC. Plusieurs responsables ont précisé que les GIC de femmes, et plus généralement toutes les organisations féminines, sont plus sérieuses que les structures gérées par des hommes. Leurs projets sont plus réfléchis et profitables et les remboursements sont plus rigoureux.

Les GIC et les tontines peuvent-ils avoir plusieurs comptes dans plusieurs établissements de micro crédit ? Etes-vous en relation les uns avec les autres ?

Cette question fut sans équivoque, plusieurs GIC (en particulier les GIC fictifs) ont des comptes dans différents établissements. Cette pratique permet au GIC de contracter plusieurs crédits et de ne pas forcément les rembourser.

Les différentes agences de micro finance ont essayé de mettre en place des collaborations pour résoudre ce problème et faire une « liste noire des GIC » mais la concurrence à eu raison de cette. Occasionnellement, il y a des collaborations entre certaines structures mais rien n'est officiel.

Sur quelle durée prêtez-vous de l'argent ?

Un micro crédit est par définition d'une durée maximale de 24 mois. Cependant, à Maroua la plupart des agences ne prêtent aux GIC que sur 12 mois car l'argent sert principalement pour l'agriculture ou l'élevage et donc les rotations se font sur 12 mois. Certaines agences plus spécialisées dans l'agroalimentaire adaptent leur crédit aux types de culture, il existe dans ces structures des « calendriers de prêts » et passer une certaine date il n'est plus possible d'obtenir un crédit pour planter car les conditions ne sont plus réunies.

Tumne Mairabne

Les tourments d'un riziculteur

Joseph Domo

Il pleut à verses. Allongé sur son grabat, les yeux rivés sur sa moustiquaire, Sana pense. Il pense à ce tissu acheté lors de la dernière vente de son riz. Certes, il n'avait pas obtenu une somme importante – comme d'habitude -, 30 000F, mais elle lui a cependant permis de s'amuser. C'est ainsi qu'il est allé au bar et, fort de sa fortune, a demandé un casier de bière pour lui tout seul. Il revoit la scène où le garçon, surpris, vint auprès de lui pour avoir le cœur net.

« Tout un casier vous dites !

- Oui. Pour commencer apportez-moi six bouteilles. »

Sana est aux anges. Il ne cesse de compter son argent en prenant soin d'exhiber les billets afin que tout un chacun sache qu'il n'est pas un vulgaire paysan. Les consommateurs d'à côté regarde avec envie ce personnage pourtant mal habillé mais qui se permet de commander tout un casier !

« Ce n'est pas possible ! » vociféra l'un des trois compagnons, tristement attablé devant une bouteille à moitié vide. « Même nous les fonctionnaires n'avons rien en ce moment. Et ce type a de quoi se permettre un si grand nombre de bouteilles ! Non ! Ça vraiment je ne comprend plus. »

Le garçon ramena ce qui lui avait été demandé. Sana affichant un plaisir fou à déguster la savoureuse boisson tout en s'assurant que la mousse a bien conquis ses lèvres et, tout doucement, vida son verre, se retourna et dans un rire goguenard, s'adressa à ses voisins dextres. « Nous les pauvres, lorsque nous venons vous trouver dans vos bureaux, vous vous vantez comme si vous descendiez du ciel. Qui vous dit que nous ne sommes pas des citoyens de ce pays ? Est-ce à cause des études que vous avez faites qui vous autorisent de nous traiter de la sorte ? Moi qui vous parle, j'ai été parmi les volontaires pour l'école. Vous connaissez certainement Nagassou, Loura, Mouda. Ce sont mes camarades de classe. Eux, ils ont réussi et sont gendarmes maintenant. Ils gagnent bien leur vie, mais je n'ai pu faire comme eux. »Il s'arrêta un instant, baissa la tête, mordit son doigt, puis reprit : « Dans ce pays, beaucoup ne sont pas allés à l'école des Blancs, ce ne sont pas des ratés pour autant. Vous qui travaillez à l'abri de la pluie, de la boue, des sangsues, vous n'avez même pas un rond pour vous payer une simple bière. La fin du mois étant encore lointaine. Par contre moi, j'en ai. » Il introduisit la main dans la poche, fit sortir des billets tout neufs, les leur montra, tout fier de lui mais d'un coup son visage s'assombrit. Il vient de se rappeler les durs moments qu'il a passé pendant plus de trois mois, l'eau jusqu'aux genoux, à lutter contre les insectes. Oui, il revoit le jour où tout autour de lui, l'eau était rouge : une sangsue se délectait de son sang. A l'aide d'une faucille, il l'avait sectionnée en perdant une partie de lui-même qu'il vit disparaître et à jamais dans cette eau boueuse. Il perdit aussi beaucoup de son sang. Personne de l'assistance ne comprit rien de ce discours, de ce changement brusque de comportement. Cependant chacun est demeuré attentif, calme. Seul les va et vient des verres vers les bouches traduisirent l'animation. Personne n'osa l'interrompre. Il enchaîna : « J'ai souffert. Ce n'est pas facile de gagner de l'argent. Vraiment les gens de la société qui achètent notre produit devraient le faire au juste prix. Garçon ! Apporte à ces messieurs trois bouteilles. Mais, tiens, je peux venir à votre table si vous n'y voyez pas d'inconvénients ». Il se leva… « Buvez ! La bière c'est rien. Comment la refuser ? » Le temps est à la confiance. Les bouteilles vides sont impitoyablement jetées. Nul, à part le barman ne peut dire exactement le nombre de litres liquidés.

« Mes frères, je m'appelle Sana, fils de Tchilina et de Bikka et je suis de Hourfou ». Sana regarda fixement l'individu qui avait fait la remarque à propos de sa tenue vestimentaire, de son argent.

« Oui, moi mon nom c'est Gouna ; à votre gauche, Massou et Sansana.

- C'est mieux ainsi. Comment boire ensemble et ne pas se connaître ? Les animaux cherchent d'abord à s'identifier. Bien, je vais devoir vous quitter. Je vous ajoute trois autres bouteilles et vous laisse tout ce que j'avais demandé pour moi. Amusez-vous bien mais ne m'oubliez pas. On ne sait jamais. Peut-être un jour serai-je dans vos bureaux !

- Comment ! fit Sansana. Tu t'en vas déjà ? As-tu peur de ta femme ?

- Peur de ma femme! Et pourquoi ?

- On peut t'accompagner. Pour le moment nous n'avons pas grand'chose à faire. Nous sommes libres, surtout que notre patron est absent, conclua Massou en ricanant.

- Ah bon !, vous ne travaillez donc pas à l'absence de votre chef !

Ça arrive fit Gouna en haussant les épaules.

- Ce n'est pas quand même sérieux. Ce n'est pas ainsi qu'on doit travailler. Après tout c'est vous qui commandez. Au revoir ».

Sana prit le paquet qu'il traînait depuis le matin, le mit sous son aisselle, s'étira, les trois se levèrent. Sansana alla parler au barman qui vint chercher les bouteilles. Ils sortirent tous ensemble.

« Tu ne vas quand même pas nous quitter de cette façon ? Les temps sont durs. Tu le sais. D'ailleurs, c'est toi-même qui l'a dit : nous sommes des pauvres. Ne nous laisse pas dans cette situation. Donne-nous quelque chose pour continuer la journée à ton honneur », exposa sans vergogne Gouna devenu le porte-parole du groupe, convaincu du bien fondé de la démarche. Sana, lui, n'est pas disposé à faire un geste, il estima assez fait. Quoi de plus normal que d'offrir à boire à des frères. Mais s'il faut également donner de l'argent là alors, il n'est pas d'accord.

Le ton s'éleva. Sana s'agita, se débattit. La gifle de Massou lui fit prendre conscience de la gravité du moment. « Je ne comprends pas ce que vous me voulez. Êtes-vous des fonctionnaires ou des bandits ?

- On t'a dit de nous faire un geste, rien que ça, précisa Sansana qui héla un policier, prêt lui aussi à aller quérir la fraîcheur au bar.

« Que se passe-t-il », entama-t-il en ajustant sa casquette et en tirant sur son pantalon délavé. Sana trouvait là l'occasion inespérée pour expliquer la tournure prise par les événements, de se débarrasser une fois pour toute de ses compagnons de fortune mais il n'eut pas le temps d'exposer les faits que Sansana brossa un tableau défavorable en le présentant comme un dangereux énergumène, semeur de trouble dans les lieux publics.

« Ce type a l'habitude de déranger la quiétude des honnêtes gens au bar. La semaine dernière déjà, sans l'intervention de gros bras, il aurait certainement commis un crime ici même.

- Ce n'est pas vrai, chef, il ment.

- D'abord présente-moi tes papiers. Ta carte d'identité. Vous les Tchadiens vous venez semer la pagaille chez les autres. On va voir aujourd'hui.

- Comment ! Je ne suis pas du Tchad. Je suis de Hourfou. Comment me traitez-vous de tchadien ? En tout cas je suis votre compatriote. Ma carte a été volée. Plusieurs fois, j'ai été au commissariat sans obtenir une autre. A chaque fois, on me dit de revenir demain, après demain et ainsi de suite. Un jour j'ai même été giflé pour rien. Chef, je n'ai pas ma carte d'identité.

- Tu veux dire que les gens travaillent mal au commissariat, n'est-ce pas ? coupa Mouda devenu lui aussi policier. « Et tu n'as pas ta carte d'identité! C'est grave. A vous de jouer, chef !».

« Depuis qu'on leur parle de la carte d'identité, ces paysans ne veulent rien savoir ». Il fit un signe à peine perceptible pour un non initié à ce genre de stratagème, continua à acculer Sana. « Ces paysans ont la tête dure. Il faudrait des mesures coercitives pour les amener à comprendre certaines choses ».

Les cris, les plaintes de Sana finirent par alerter un nombre important de curieux, de badauds. Certains cherchaient vainement à saisir le sens de la dispute, d'autres lorgnaient en direction du paquet que ce type, les yeux hagards, les lèvres blanchies par l'émotion, la colère, de grosses sueurs sur son front, tenait fermement sous son épaule. Gouna,

éprouvant une gêne devant tout ce tintamarre, proposa :

« Il faut finir au plus vite avec cette affaire, sinon ça risque de nous causer des ennuis. Chef ! réglez la situation à l'amiable. L'amener en prison n'est pas la meilleure solution. Ayez pitié de lui !

- Au fait, le policier devint subitement lucide, que lui reprochez-vous ? »

Les trois compagnons se sentirent piégés mais très vite Sansana argumenta :

« Il me doit 20 000F. Aujourd'hui, j'ai besoin de mon argent ».

- Chef ! C'est un menteur… Je ne le connais même pas… Je leur ai payé à boire et maintenant ils veulent que…

- Donne-moi mon argent !

- Vous me perdez le temps. Vite ! Remets lui son argent ou je t'embarque ». Le policier se fit plus menaçant.

Sana ne savait plus exactement ce qu'il fallait faire, ce qu'il fallait dire. De toutes les façons, on ne lui laisse pas le temps pour s'expliquer. Il faut que ça finisse. C'est son souhait. Mais comment ? Gouna s'approcha, lui parla à l'oreille. Le policier s'éloigna du groupe. Sana le rejoignit, d'un geste lent dénoua son paquet, se mit à compter le reste de billets soigneusement cachés.

« Quoi ? Tu veux compter ? Vraiment, je ne comprends pas. Gouna fit semblant d'être déçu ». On veut lui faire du bien en lui évitant la prison mais il se permet de compter. On dirait qu'il attache beaucoup plus d'importance à du papier qu'à sa liberté ! Donne au chef tout ce que tu as ».

La liberté, rien ne peut l'égaler, pensa Sana. Il est aussi difficile de gagner de l'argent mais en travaillant, on finit par en avoir. « Cet argent que j'ai, ces gens veulent me l'arracher. Si je ne le leur donne pas, ils vont m'amener au commissariat où je risque passer une mauvaise nuit, peut-être deux, voire trois sur le sol froid et dans la puanteur de ces cachots où on entasse les gens comme des taureaux. Non! Ça je ne l'accepterai pas. Je sais pourtant que je n'ai rien. Devant moi c'est le pouvoir. Je ne suis qu'un pauvre dont la voix ne compte pas. On trouvera toujours quelque chose à dire sur moi. Déjà, on vient de dire que je suis un bandit et un étranger dans mon propre pays. Qu'est-ce qui les empêcherait de dire qu'ils m'ont appréhendé alors que je défénestrais un magasin ? Ils viennent aussi de dire que je leur dois de l'argent, alors qu'il n'en est rien. Et le policier ! Au lieu de m'écouter, ne fait que m'acculer. Je ne comprends plus rien. Que va-t-on devenir à ce rythme là ?…Je dois leur donner cet argent, mais pas tout ».

« Tu te décides ou non » ? menaça le policier.

La main de Sana se tendit en direction de l'agent qui regarda méchamment les badauds comme s'il craignait une réflexion de leur part, chercha vainement dans sa poche, demanda un bout de papier et un stylo, fit semblant de relever les noms et prénoms de Sana, l'invita à signer. « Bon ! Tu peux t'en aller mais pense à ta carte d'identité ».

Les badauds poussèrent des cris de désapprobation. Certains vinrent traiter le policier de voleur, de malhonnête. Tout le monde disparut. Seul Sana demeura sur place, abattu.

« Allez-y, leur lança-t-il. Devenez riches avec mon argent ».

Le paquet pressé à la poitrine, Sana vient de tout perdre. Que dirait-il à sa femme ? Il est bien vrai que le partage avait été fait mais revenir à la maison sans la lampe à huile, sans le bidon de pétrole, sans le boubou et le pantalon qu'il devrait se faire coudre… C'est dur. Lui parler de mauvais traitements subits en ville, à Nagata, un coin qu'il connaît comme le fond de sa poche…Tout devrait arriver.

Les choses rentrèrent dans l'ordre. Sa femme compatit d'ailleurs quand elle fut mise au courant de toutes les mésaventures. Dehors, la pluie tombait dru et les crapauds, tout autour de la concession, coassaient gaiement. Sana toucha la moustiquaire, seul objet palpable, témoin de sa souffrance et seul bénéfice tiré de durs mois de labeur. Puis tout s'estompa. La nuit. Le silence. L'oubli.

Tupuri.org : le site des Tpuri



Un appel. Un signe de ralliement. Un sursaut d'orgueil. Un mariage de modernité... Tout y va pour qui connaît le dynamisme de ce peuple, et aussi paradoxalement pour qui y juge le caractère réfractaire de l'acceptation de la modernité.
Un site internet, une présence sur la toile mondiale, est-ce un effet de mode, une occupation de l'espace, une pérennisation de culture ?

L'initiative est privée, celle d'un féru de la culture tpuri, d'un grand et de la voix la plus autorisée dans le maintien et la sauvegarde de notre patrimoine, celle de GESSE ROY qui s'est assurément mis au service de notre communauté, notre peuple qui est, loin s'en faut, le dernier à occuper l'espace de la toile.
Ce site se veut aussi fédérateur, innovateur et promoteur d'une certaine identité, je dirai d'une identité certaine, pour une présence effective des Tpuri dans le concert des cultures.
Ce site se veut aussi et surtout rassembleur et créateur, rassembleur des forces culturelles, centrifuges dans le maintien culturel et centripètes dans la diffusion de notre conviction et de nos acquis culturels.
Ce site se veut enfin un centre d'expérimentation, un lieu d'essai et de brassage, de discussion et surtout de franche collaboration.
Nous avons besoin de vos critiques, de vos suggestions, de vos encouragements.
Je sais que les encouragements destructeurs sont parfois plus rapidement exprimés que les critiques constructives mais la caravane continuera à passer, n'en déplaise à ceux qui souffrent de voir le Tpuri émerger. Parfois et paradoxalement souvent nos propres frères sont les plus destructeurs de nos tentatives de pérennisation culturelle.
Pour notre part, nous continuerons à construire contre vents et marées, contre critiques et insultes d'émergence culturelle !
Pour que vivent la culture tpuri et les initiatives salutaires comme celles du TUPURI.ORG.

Cercle de Réflexion sur la Culture tpuri (CRCT)

Nous sommes un groupe de Tpuri et de personnes intéressées par la culture tpuri. Nous avons tous des orientations professionnelles et des intérêts personnels différents. Nous œuvrons cependant tous dans le domaine d'une identité culturelle bien comprise et exprimée. Plutôt donc que de se limiter, il nous a semblé plus profitable pour tous de laisser la liberté à chacun de réfléchir sur le thème qu'il trouve principal dans le milieu tpuri. Mais, ici encore, une souplesse s'impose. En effet, peut-être que deux ou trois personnes souhaitent réfléchir sur un même thème. Le groupe est ouvert à de telles initiatives. Un travail collectif est toujours plus riche.

Quelle forme a le Cercle de Réflexion? Ce groupe n'est pas une réunion de super-savants. Les articles peuvent être très longs, fouillés, truffés de détails, si l'auteur s'est investi longuement dans sa recherche, ou brefs s'il s'agit de rendre compte d'une expérience personnelle vécue mais significative au sein de la culture tpuri. Le groupe est une Communauté, sans hiérarchie, et surtout sans compétition. Son but est de témoigner afin que la culture tpuri ne soit pas à jamais perdue.

Ka'arang est un trimestriel. Il paraît le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année.

Il est l'organe d'information et de liaison du Cercle de Réflexion sur la Culture tpuri. Il contient des récits, des interviews, des poèmes, des biographies, des nouvelles, des commentaires, des informations se rapportant à la culture tpuri.

Ka'arang vit principalement des recherches, de la fantaisie, de la créativité et de l'engagement de ses lecteurs et des membres du Cercle. Ce périodique est le produit de la coopération de plusieurs personnes.

Ainsi ***Ka'arang*** sert de porte-parole

Les contributions sont une documentation de notre travail. Elles créent une base de discussion. Elles revalorisent ainsi notre culture et sert de planche d'appui pour que nous ne soyons pas des naufragés de la culture, de notre propre identité.

Dans ce sens nous soutenons l'échange et la communication entre nous et contribuons ainsi au réveil de la conscience pour notre culture et participons à sa survie.

Ka'arang,
ce sont des débats houleux
le répertoire tpuri
la culture palpable
des techniques ressuscitées
des recherches minutieuses
C´est pourquoi Ka'arang!

Ka'arang!
Ka'arang!
Ka'arang!
Ka'arang!
Ka'arang

Trimestriel

KA'ARANG

Organe d'information du Cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri (CRCT)

Des abonnements de soutien pour Ka'arang

Ce qu'est Ka'arang : **Ka'arang**, la revue culturelle éditée par **Ka'arang** : Editions et Média. **Ka'arang** paraît trimestriellement, le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année. La revue traite de tous les domaines relatifs à la culture tpuri, les échanges culturels et économiques, la vie dans les sociétés traditionnelles tpuri, les orientations et dynamisme des sociétés traditionnelles, l'économie informelle, la littérature, les transformations de nos sociétés, les défis modernes, les échecs scolaires et universitaires, etc…

Historique : Née au début des années 1990, la revue culturelle Ka'arang, depuis le numéro 003 de janvier 1994 a connu une parution trimestrielle sous la coordination de M. Kolyang Dina Taïwé. En janvier 2011, la revue de culture tpuri est à son 41ème numéro.

Objectif principal : Ka'arang: Editions et Média recherche des abonnés afin d'assurer l'impression et la distribution de Ka'arang à travers les abonnements. Il en va de notre honneur et de notre survie culturelle.

Coût de l'abonnement de soutien : 20.000 F CFA.

Notre devise : **Etre présent là où le défi nous interpelle tous**

Ka'arang: Editions et Média
B.P. : 183 Maroua
Tel : 22 70 72 92
Adresse : Route de Pitoaré à Maroua, à côté du Club Kaliao

Faisons vivre Ka'arang par nos contributions. Il s'agit ici de notre honneur et de notre culture. N'oublions pas que ce sont les écrits qui restent et que les paroles s'envolent